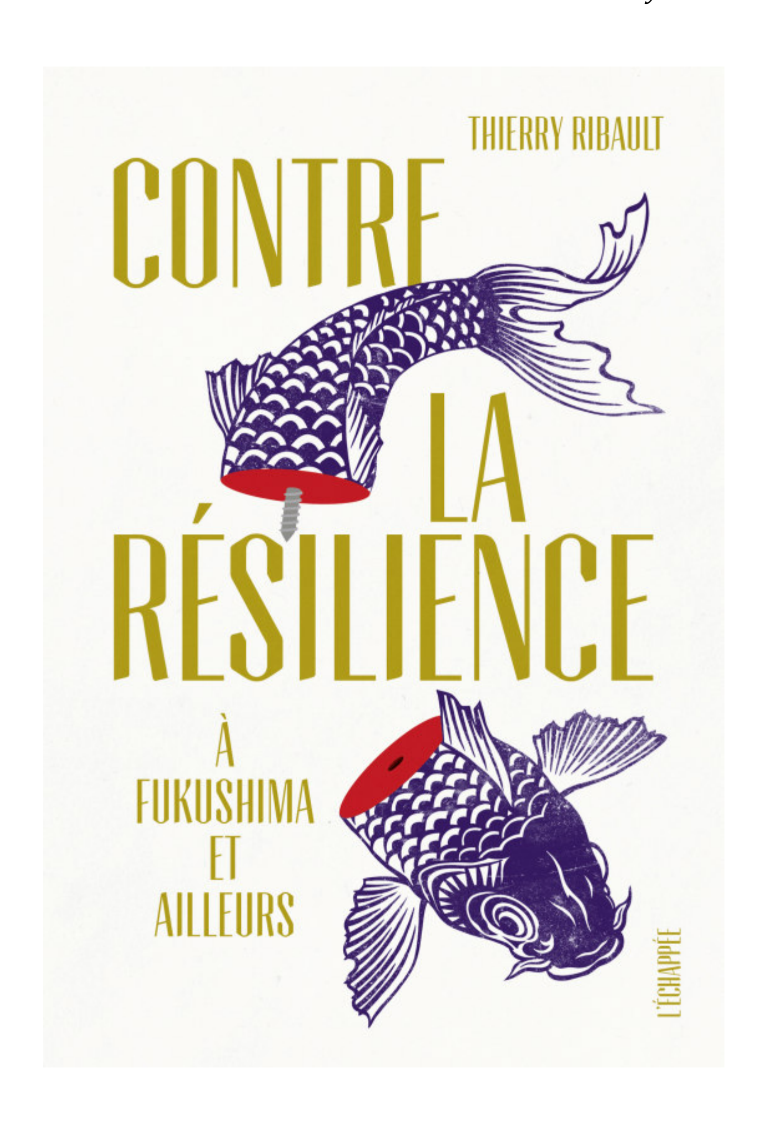
Contre la résilience

À Fukushima et ailleurs

Recueil d'articles et d'entretiens autour du livre de Thierry Ribault.



Thierry Ribault est chercheur en sciences sociales au CNRS.
Il est coauteur, avec Nadine Ribault, de
Les Sanctuaires de l'abîme*. Chronique du désastre de Fukushima*,
éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2012.

Et auteur de
Contre la résilience*, à Fukushima et ailleurs*,
éditions L'Echappée, 2021.

https://www.lechappee.org/collections/pour-en-finir-avec/contre-la-resilience

Evelyne Pieiller

Résilience partout, résistance nulle part

mai 2021

Jusqu'où aller dans la mise en œuvre de nouvelles contraintes, et comment y aller ? Comment faire pour qu'elles apparaissent justifiées, voire bénéfiques, pour s'assurer de leur acceptabilité sociale ? Le recours aux sciences cognitives permet d'armer dans ce but les politiques publiques et de contribuer à un modelage de nos comportements ; ce qu'illustre la valorisation de la « résilience ».

« Ici, la résilience a la saveur d'une crépinette de pied de cochon. » Moins d'une semaine après les attentats du 13 novembre 2015, c'est ce qu'on pouvait lire dans un article du journal *Le Monde* vantant un restaurant. On peut supposer que la crépinette était d'autant plus forte en embrayeuse de résilience que ledit restaurant était situé dans l'un des arrondissements où avaient eu lieu les fusillades. C'était hardi, mais précurseur. Cinq ans plus tard, le mot est mis, si l'on ose dire, à toutes les sauces. Les institutions internationales, le monde de la finance, du management, de la santé publique, les économistes, les urbanistes, les climatologues : tous y recourent. Les politiques en raffolent. M. Joseph Biden a évoqué dans son discours d'investiture, le 20 janvier dernier, la « *résilience* » de la Constitution américaine. M. Emmanuel Macron le décline sans craindre de se répéter. S'il évoque, dans le contexte de la pandémie de Covid-19, les « *scénarios de résilience* » (*France Info*, 19 février 2021), il sait aussi se montrer plus inventif. Ainsi, pour le cinquantième anniversaire de la mort du général de Gaulle, le 9 novembre 2020, il salue son « *esprit de résilience* ». Il baptise la mobilisation de l'armée en mars 2020 opération « *Résilience* ». Au Forum économique mondial de Davos, le 26 janvier dernier, il se déclare « *pour un capitalisme résilient* ». Un récent projet de loi

s'intitule « *Climat et résilience* ». Les ministres partagent le lexique du président, et Mme Roselyne Bachelot évoque avec entrain, sur fond de suspense durable, un « *modèle résilient de fonctionnement des lieux culturels* » (Twitter, 23 décembre 2020).

Manifestement, être résilient, c'est bien.

C'est peut-être même *le* bien.

Certes, on s'en est longtemps passé. Par exemple, si on se souvient bien, le général de Gaulle donnait plus dans la résistance que dans la résilience. Mais il est clair, quel que soit par ailleurs le flou qui l'entoure, qu'elle est toute vibrante d'une « positivité » particulière. On fait remonter sa popularisation en France aux travaux du psychiatre Boris Cyrulnik, autrefois membre de la commission Attali sur les freins à la croissance et devenu « le psy préféré des Français » – ses livres figurent, depuis le début des années 2000, parmi les meilleures ventes du secteur du développement personnel [1]. Cyrulnik définit la résilience comme :

> « La capacité à réussir, à vivre et à se développer positivement, de manière socialement acceptable, en dépit du stress ou d'une adversité qui comporte normalement le risque grave d'une issue négative. » [2]

Positivons ! Tout un lexique a fleuri en relation avec cette merveilleuse capacité : face aux « accidents de la vie », on peut « se reconstruire », « rebondir », voire « se réinventer ». La souffrance peut vous faire du profit, en une version psychologique de la destruction créatrice…

Chocs intimes et crises sociales

On voit assez vite l'intérêt de mettre en avant cette émouvante notion. D'abord, elle a le charme de pouvoir s'appliquer de façon équivoque à l'individu et au collectif, comme si étaient superposables les chocs intimes et les crises sociales. Et puis, c'est quand même autre chose que le courage, la chance, l'entraide, la lutte, tous éléments qui permettent de fait de « s'en sortir », mais qui, franchement moins « psy », n'ont pas ce beau mystère du processus mental qui vous sauve et vous recrée. Il s'agit là d'une

---

[1] Cf. l'étude cinglante de Nicolas Chevassus-au-Louis, « Le grand bazar de Boris Cyrulnik », *Revue du Crieur* n°6, 2017/1.

[2] Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, Odile Jacob, Paris, 1999.

opération très réussie de célébration de la magie de nos ressources, qui maquille « *l'adaptation permanente du sujet au détriment de la remise en cause des conditions de sa souffrance* », comme le formule Thierry Ribault dans un livre précis et emporté [3].

Son extrême valorisation est bien sûr en accord avec l'air du temps, qui invite chacun à se considérer comme un capital à faire fructifier. Mais, de façon plus large, la promotion de la résilience comme modèle diffus de traversée profitable des épreuves, du résilient comme modeste héros qui a reconnu et transformé ses fragilités est une arme idéologique et politique idéale. Elle est de fait posée aujourd'hui et saluée comme la solution pour surmonter les temps difficiles. Ce que confirme l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), aujourd'hui intégré au ministère de l'intérieur, quand il propose en mars 2020 « *la résilience comme axe de communication de crise* ». Le contrat passé le 17 mars 2020 avec la BVA Nudge Unit (l'« unité coup de pouce » du groupe BVA), chargée de conseiller le gouvernement dans sa gestion de la pandémie, éclaire son rôle et le cadre dans lequel se situe la nouvelle « fabrique du consentement ». Car « coup de pouce » est le terme inoffensif qui désigne des techniques de suggestion indirecte chargées d'influencer, sans contrainte, les motivations et la prise de décision, de nous extraire en douceur de notre irrationalité spontanée, obstacle naturel à l'adoption de la « bonne pratique », en l'occurrence… de la résilience [4].

En France, BVA Group, société d'études et de conseil, offre, selon son site, des expertises « *pour comprendre les individus et leurs usages émergents, afin d'anticiper les grands mouvements* », mais aussi « *de la communication pour créer, émouvoir et convertir* [sic] *grâce au formidable pouvoir des idées, de l'imagination et de la créativité* ». Le site de sa filiale BVA Nudge Unit précise avec moins de lyrisme :

> « Nous actionnons les "facteurs de changement" qui façonnent les comportements. »

On sait que la perception et l'interprétation du monde se traduisent en informations électrochimiques au long d'un réseau de

[3] Thierry Ribault, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, L'Échappée, 2021.
[4] Le terme a été popularisé par l'économiste Richard Thaler et le juriste Cass Sunstein dans *Nudge. La méthode douce pour inspirer la bonne décision*, Vuibert, coll. Signature, 2010. Richard Thaler a reçu le « prix Nobel d'économie » en 2017.

nerfs et de cellules nerveuses (neurones) qui font circuler des signaux ; pour résumer, les neurones « codent » l'information. Les neurosciences, qui décrivent et interrogent cette transmission, peuvent se spécialiser dans l'examen de ce qui est mis en jeu dans les comportements ou dans les capacités mentales. Quelle fonction remplit la sérotonine, l'« hormone du bonheur » ? Quel rôle joue la dopamine dans les addictions ? Quelles sont les zones de la réflexion dans le cerveau, que s'y passe-t-il quand elles sont activées ? Ces neurosciences, qu'on appelle alors « cognitives », cherchent ainsi à identifier ce qui produit du « rationnel » et de l'« irrationnel », à cerner la connexion entre le conscient et l'inconscient, et, en s'appuyant sur l'examen des dysfonctionnements, à définir le processus physiologique qui sépare le normal du pathologique.

Elles portent donc sur des sujets majeurs, car elles contribuent à établir « scientifiquement » des normes de santé, psychiques ou comportementales, et peuvent être sollicitées pour corriger, améliorer ou transformer des « mécanismes » défaillants [5]. Puisqu'on sait quels messagers chimiques interviennent par exemple dans les émotions, puisqu'on connaît la localisation cérébrale de l'attention, il serait regrettable de ne pas profiter de ces avancées étourdissantes pour aider les individus à surmonter leurs difficultés ou à optimiser leur potentiel. Il suffit pour cela d'une analyse fine des processus, d'une cartographie détaillée des connexions neuronales et du recâblage des mécanismes. C'est à quoi va contribuer l'examen des « biais cognitifs ».

Dans les années 1970, les psychologues Daniel Kahneman (prix de la banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel, dit « Nobel d'économie », en 2002) et Amos Tversky avaient mis en lumière l'irrationalité de certains choix économiques [6]. Ce qui conduit à la prise de décision erronée est un raccourci généralement inconscient dans le traitement de l'information, qui lui fait subir une distorsion. Ce « biais cognitif » a pour lui le charme de la rapidité (on ne se fatigue pas le cerveau) et de l'évidence (il

---

[5] Elles sont déjà à l'œuvre, entre autres, dans la réflexion pédagogique. Cf. Stanislas Dehaene, *Les Neurones de la lecture*, Odile Jacob, 2007. L'auteur est président du conseil scientifique de l'éducation nationale, mis en place par le ministre Jean-Michel Blanquer.

[6] Lire Laura Raim, « Pire que l'autre, la nouvelle science économique », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

rayonne de certitude). On en est aujourd'hui à un répertoire d'environ deux cents biais cognitifs. Nous nous en tiendrons à quelques exemples : le « biais de confirmation », lorsque nous préférons ce qui va dans le sens de nos croyances ; le « biais de cadrage », lorsque nous choisissons ce que la présentation du propos nous incite à choisir ; ou encore celui qui pousse à valoriser le court terme. Il ne semblerait pas vraiment nécessaire de s'attarder sur ces biais, qui ressemblent assez au poids des préjugés, de la rhétorique, du tempérament, etc., si les neurosciences ne les incorporaient à leur champ d'étude, dans la perspective d'agir sur eux.

Selon elles, ces biais, dûment repérés dans toutes sortes de domaines, de la mémorisation aux relations sociales, présentent quelques caractéristiques remarquables. Contrairement à l'erreur, qui est aléatoire, ils seraient systématiques ; ils opéreraient chez tous les individus ; et ils seraient immémoriaux : durant la préhistoire, leur fonction était « *de permettre à notre cerveau d'économiser du temps et de l'énergie* » [7]. Mais, autrefois utiles, ils faussent aujourd'hui « *nos décisions quotidiennes* » [8]. Ces faiblesses universelles produisent un état émotionnel et orientent notre pensée. Or le fonctionnement du biais, à l'instar de celui de toute opération mentale, peut être modulé grâce à l'intervention de messages autres : pour que la décision soit moins émotionnelle, plus pertinente, changeons les connexions.

C'est là le rôle des *nudges*. On connaît l'histoire de la mouche cible dessinée au fond des urinoirs à Amsterdam, qui a effectivement permis une forte diminution des frais de nettoyage. L'anecdote est célèbre ; le sont un peu moins les multiples *Nudge Units* qui ont été mises en place pour guider certaines actions politiques : au Royaume-Uni, en 2010, dans le gouvernement de M. David Cameron ; en 2013, aux États-Unis, auprès de M. Barack Obama… En France, comme le résume M. Ismaël Emelien, qui a fait recruter la filiale de BVA lorsqu'il était conseiller de M. Macron, l'objectif n'est pas si loin de la mouche cible :

---

[7] Éléonore Solé, « Comment notre cerveau nous manipule-t-il ? », *Sciences et Avenir*, 21 juillet 2019.
[8] Jérôme Boutang et Michel De Lara, *Les Biais de l'esprit. Comment l'évolution a forgé notre psychologie*, Odile Jacob, 2019.

> « On fait juste en sorte que la personne regarde dans la bonne direction. C'est complètement indissociable de l'intérêt général. » [9]

C'est très gentil. C'est toujours très gentil quand on pense pour nous, qui pensons mal. Concrètement, la *Nudge Unit* gouvernementale entreprend de « *construire le bien-être et la résilience à long terme* », car cette dernière ne saurait être une grâce personnelle, un don inexplicable, non : elle se « construit ».

Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas ici de la simple virtuosité de communicants surdoués. M. Éric Singler, responsable de la BVA Nudge Unit, le souligne :

> « Informer et convaincre, à partir d'éléments rationnels, un individu qui ne l'est pas n'est pas pertinent pour qu'il change son comportement. » [10]

Et il insiste :

> « Le Nudge implique un changement comportemental, pas seulement un changement d'image. Son enjeu n'est pas de créer une motivation, mais bien de faire basculer les gens de l'intention à l'action. L'intention se crée par la pédagogie et la communication. L'action se crée, elle, par la bascule comportementale. » [11]

Vive la mouche. Autrement dit, l'objectif, pour reprendre les mots de la philosophe Barbara Stiegler, est un « modelage infra-conscient de nos comportements » [12].

La *Nudge Unit* est discrète sur ses actions, ce qui se comprend. Néanmoins, il est clair que construire la résilience, et donc recâbler les connexions pour induire à accepter ce qui est censé contribuer à la résilience générale, passe évidemment par la culpabilisation, intériorisée, du « déviant » et par la gratification, intériorisée, de la « bonne pratique », porteuse d'un avenir radieux. Toutes émotions qui, une fois les neurones enfin codés correctement, modifient vertueusement les comportements et permettent d'accueillir les contraintes nécessaires à l'amélioration de l'état personnel comme

---

[9] Cité dans Géraldine Woessner, « Emmanuel Macron et le pouvoir du "nudge" », *Le Point*, 4 juin 2020.
[10] Éric Singler, « Pour une "nudge unit" à la française », *Libération*, 11 mai 2014.
[11] Cité dans Hubert Guillaud, « Où en est le nudge (1/3) ? Tout est-il "nudgable" ? », *InternetActu*, 27 juin 2017.
[12] Barbara Stiegler, *De la démocratie en pandémie. Santé, recherche, éducation*, Gallimard, coll. Tracts, 2021.

de la situation collective. Les sciences cognitives « arment » ainsi, pour reprendre un terme cher à M. Singler, les politiques publiques, en rendant acceptables de nouvelles normes sociales, qui apparaissent alors morales, altruistes, bénéfiques pour tous.

Disparition du mauvais esprit

Évidemment, il y a de quoi s'assombrir. On peut s'effarer de la « scientisation » d'une entreprise politique de… mise aux normes. On peut être horrifié par la manipulation idéologique, le cynisme de l'éloge secret de l'adaptation, où disparaîtraient les mauvaises émotions et le mauvais esprit qui conduisent à l'insoumission. Mais on peut aussi remarquer avec un certain plaisir que la volonté de transformer chacun en soutien de la résilience a dû s'assortir de moyens de coercition aussi archaïques que les contraventions, et que l'« opinion publique » n'est pas entièrement convaincue de la puissance de réinvention censée naître des crises et des états d'urgence…

Evelyne Pieiller

Article publié dans le mensuel
Le Monde diplomatique en mai 2021.
https://www.monde-diplomatique.fr/2021/05/PIEILLER/63082

Thierry Ribault

La résilience selon Macron

gérer la catastrophe au lieu de lutter contre

avril 2022

Dans la logique macroniste, les catastrophes sont inévitables et, en dépit de la mort qu'elles sèment, il ne s'agit pas de les empêcher mais de « vivre avec ». Cette résilience mise en valeur par le pouvoir vise avant tout à ce que ses sujets continuent à être fonctionnels sans être paralysés par la panique ou l'anxiété.

À ceux qui s'étonnent encore de la volonté du candidat Macron de pousser encore plus loin le modèle productiviste et hypertechnologique qui est en grande partie responsable des catastrophes climatique, sanitaire et énergétique dans lesquelles nous nous trouvons, il convient de rappeler qu'en bon collapsologue, le président sortant n'a jamais eu l'intention d'empêcher ni les désastres en cours ni ceux à venir, mais d'amener chacun à consentir à « *vivre avec* ». De fait, se renforcer dans l'épreuve est au cœur de la métaphysique étatique du malheur vertueux qu'il incarne.

Si l'on en croit la lecture du très discret rapport de la mission parlementaire sur la résilience nationale, publié en février 2022, « *engagement et résilience de la nation* » constituent le programme d'une République en marche acquise aux thèses effondristes, selon lesquelles les désastres sont inéluctables. Sous la férule de la commission de la défense nationale et des forces armées en la personne de Thomas Gassilloud, rapporteur principal, il s'agit d'« *envisager les chocs de toute nature auxquels le pays doit se préparer* » et d'éduquer les citoyens à être des bons soldats au service d'une « *défense totale* » de la nation.

Dans un contexte de « *conflictualité généralisée à tous les espaces* » et de « *compétition stratégique* » entre grandes

puissances, ces parlementaires imprégnés de militarisme en appellent à un engagement en faveur d'un durcissement de la nation qui ne peut passer que par un endurcissement des individus. Ils s'inquiètent du fait qu'« *auparavant, alors que l'effort de guerre et ses répercussions sur la population française étaient considérables, ils étaient acceptés par la société* », tandis qu'aujourd'hui, « *l'acceptabilité sociale des crises et des difficultés est devenue plus faible* ». Comment les adeptes de la Résilience En Marche envisagent-ils de nous adapter aux désastres ?

Éloge du sacrifice

L'incantation à la résilience lancée par les auteurs de ce rapport en passe par l'éloge du sacrifice, sous couvert de solidarité :

> « Des centaines d'exemples d'héroïsme civil et militaire montrent la résistance collective des peuples face aux épreuves – famines, invasions, exils – qu'ils traversent, illustrant que les membres d'une société humaine peuvent être habités par un sentiment ou des idéaux qui leur paraissent plus élevés que leur propre vie. »

Nous voici donc rassurés sur l'avenir, du fait que :

> « La crise du Covid-19 a prouvé que des milliers de citoyens étaient prêts à s'engager, y compris en prenant des risques. »

Il est vrai que pour les précepteurs de la résilience, on ne souffre jamais en vain.

On ne s'étonnera donc pas qu'outre l'« *évaluation des effectifs directement mobilisables pour contribuer à la résilience nationale, c'est-à-dire des hommes et des femmes susceptibles d'intervenir en première ligne en cas de crise grave* », les rapporteurs préconisent une généralisation du service national universel et du port de l'uniforme dans les écoles. Ainsi peut-on lire que, « *chez de nombreux jeunes et moins jeunes, l'abondance inhérente à la société de consommation a fait oublier la possibilité du manque matériel, l'habitude du confort a fait perdre l'aptitude à la rusticité* » aboutissant à « *une société qui assimile moins le risque et le danger, et perd en résilience face à l'adversité* ».

Bref, nous serions des sous-hommes enjoints à nous tenir prêts à nous faire crucifier dans l'espace canonique de la résilience sans cesse en expansion. Décidément, dans ce « *monde en guerre* » dans

lequel nous sommes projetés et dont il nous faut nous accommoder à tout prix, la quête effrénée de résilience nationale prend les allures d'une rhétorique de nationale-résilience.

La résilience pour ne rien changer

Risques et menaces seraient partout : il en va de la guerre des minisatellites en orbite basse, indispensables au déploiement de la 5G, comme de la « *menace cyber* », de la crise climatique, des épidémies de maladies infectieuses émergentes touchant l'humain, des pannes de service internet, des tentatives de déstabilisation par la désinformation, ou des agressions directes. Il s'agit de les identifier sans jamais remettre en question leurs causes.

En revanche, concernant ce sur quoi nous pourrions effectivement agir, c'est le grand silence. Nous ferions tous partie des forces vives de la résilience nationale pour sauver la 5G et non pour que tout le monde, en France, ait un toit et mange à sa faim. Quant à la leçon de la « *crise sanitaire* », elle réside dans la nécessité d'être solidaires, non pas pour se battre afin d'avoir suffisamment de lits d'hôpitaux pour la prochaine pandémie annoncée, mais pour « *renforcer significativement notre autonomie en matière de production industrielle et d'approvisionnements* ». Effectivement, à quoi serviraient des lits supplémentaires dans un contexte où « *la crise sanitaire a montré l'aptitude remarquable de notre pays à résister aux conséquences de la catastrophe* », notamment grâce au « *dynamisme de la société civile* » et à « *des services publics développés et performants* » ?

De même, bien que soulignant avec force le rôle des activités humaines dans l'« *accélération de la fréquence des épidémies* », notamment en matière d'élevage industriel et d'urbanisation échevelée, les auteurs ne nous proposent là encore que la résilience comme arme d'adaptation massive aux effets des catastrophes. Non seulement le modèle de la ferme industrielle n'est aucunement questionné, mais son expansion est encouragée par les actions biosécuritaires : confinement, vaccination, destruction de cheptels. De manière similaire, pour toute réponse au dérèglement climatique, les résilients en marche se rabattent sur une énergie nucléaire dont ils reconnaissent pourtant qu'« *elle comporte inévitablement des risques industriels, sanitaires et environnementaux* », et « *s'accompagne d'exigences supplémentaires*

de prévention des accidents et de résilience en cas de survenue de ces derniers », substituant la fatalité des risques liés à l'atome à celle des risques liés au réchauffement. Car résilier signifie gouverner dans la fatalité des désastres, sans jamais se demander si l'adaptation est véritablement adaptée.

La promesse de la violence

Pour les rapporteurs :

> « Nous avons tous le devoir de faire prendre conscience à nos concitoyens que le monde qui les entoure est un monde violent et qu'ils vont être rattrapés par cette violence très rapidement, quoi qu'il arrive. »

Une fois ce vent de panique semé, ils prescrivent d'« *éviter que s'immisce au sein de la population des jeunes une peur du futur* », car :

> « si ce futur est perçu comme hostile, comme menaçant, cela devient très problématique […] la propension à l'anxiété et à la frustration des générations actuelles tend à réduire notre capacité de résilience collective dans une situation de crise grave. »

Dans cet édifiant exercice de double pensée, où il faut simultanément avoir peur et cesser d'avoir peur, il s'agit donc d'évacuer cette anxiété que craignent tant les dirigeants, pour mieux se préparer au pire sans jamais se révolter contre ses raisons. Le récent « *Plan de résilience économique et sociale* » proposé pour faire face à la flambée des prix de l'énergie dans le contexte de la guerre en Ukraine, s'inscrit pleinement dans ce gouvernement par la peur de la peur, la remise à la pompe ayant pour principale fonction d'étouffer toute volonté de révolte. Mieux vaut des Français ultra-résilients, plutôt qu'« *ultrajaunes* », pour reprendre le terme des parlementaires. Le « *bouclier tarifaire* » est un palliatif temporaire aux boucliers des CRS.

Tout comme à Fukushima les autorités ont enjoint la population à participer à la gestion du désastre en décontaminant afin d'apprendre à ne plus avoir peur de la radioactivité, on veut demander aux Français de cogérer les catastrophes avec des bouts de ficelle pour qu'ils se calment :

> « Votre rapporteur estime qu'il est indispensable qu'en France, les populations soient mises dans la position d'acteurs plutôt que de

consommateurs, comme lorsque nous avons été incités à fabriquer nous-mêmes des masques sanitaires. Cette implication pourra, en retour, réduire le sentiment d'anxiété, voire d'angoisse, éprouvé. »

Ce gouvernement par la peur de la peur est cohérent avec l'abandon du principe de précaution, cet empêcheur de résilier en rond jugé « *omniprésent* », faisant l'objet d'une « *utilisation abusive* », et contribuant à « *donner le primat à l'émotion et à l'irrationalité* ». Les auteurs en appellent à une évolution collective de notre rapport au risque :

> « En passant d'un principe de précaution à un principe de résilience, qui reposerait sur une approche bénéfice-risque perçue comme plus souple et plus dynamique ».

Conscients du fait que « *la communication gouvernementale est un enjeu majeur de bonne gestion d'une crise* », les résilients En Marche confirment que l'administration des désastres, c'est-à-dire la cogestion généralisée des catastrophes et de leurs dégâts, est indissociable de l'administration des sentiments et des émotions à leur égard. Car la morale de la fable de la résilience est toujours la même : rien ne sert de se fâcher, il faut résilier à point.

Thierry Ribault
Chercheur en sciences sociales
au Clersé-CNRS-Université de Lille.
Il est l'auteur de
Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs,
éd. L'Échappée, 2021.

Tribune publiée sur le site
Reporterre le 20 avril 2022.
https://reporterre.net/La-resilience-selon-Macron-gerer-la-catastrophe-au-lieu-de-lutter-contre

Thierry Ribault

En réponse aux résiliothérapeutes

et leur métaphysique du malheur

Une mission parlementaire sur la résilience nationale vient d'être créée, préfigurant peut-être un ministère de la Résilience, preuve que cette nouvelle sémantique séduit, jusqu'à prendre racine dans les politiques territoriales comme dans les programmes politiques. Face aux résiliothérapeutes, le chercheur Thierry Ribault, dénonce ce qu'il identifie comme une technologie de consentement à vivre dans un monde aux conditions de vie dégradée, un nouveau récit sans Histoire.

Depuis les décennies 1990-2000, les conteurs de la résilience nous endorment de récits de rescapés dont ils font d'exemplaires histoires de reconstruction de ce qui a été anéanti. Illustration sémantique avec le Centre ressource du développement durable (CERDD) qui résume la stratégie de résilience à l'attention de décideurs locaux et d'acteurs de terrain :

> « Des deuils, des ruptures, des événements traumatisants… on en vit tous, ils nous affectent, parfois nous déstabilisent, souvent nous poussent à [nous] reconstruire. Il en va de ces épreuves individuelles comme des territoires: ces perturbations peuvent être des catastrophes naturelles (sécheresse, feu, inondation, canicule, pollution), des crises économiques (revirement industriel d'un territoire, fermeture massive d'entreprises), des risques technologiques (nucléaires, chimiques…), mais aussi des phénomènes plus lents, comme le changement climatique. »

Outre que, personnellement, je ne suis pas un territoire, on notera que les « catastrophes » sont ici dites « naturelles », même lorsqu'elles résultent d'un technocapitalisme débridé, et qu'elles deviennent des « crises » ou des « risques » alors même qu'elles sont des catastrophes déjà en cours.

> « La résilience territoriale s'impose alors comme le moyen de dépasser les situations de crise et d'engager les territoires dans une vision à plus long terme qui intègre le risque et s'appuie sur les forces et les potentialités locales. » [13]

Il s'agit donc bien d'un impératif de dépassement qui, dans ses incantations au « monde d'après », renvoie les origines des désastres à la contingence. Rendue subjective, la catastrophe devient une question à régler avec soi-même, dépassement et victoire à remporter sur la peur. Fi de l'histoire de la société industrielle et de son cortège de nuisances délétères, la résilience est une temporalité psychologique immédiate, tramée d'histoires personnelles toujours sommées de se tourner vers l'avenir en bricolant avec les conditions matérielles nouvelles qui leur sont imposées. De Carcassonne à Paris, en passant par Angoulême et la Gironde, où a été établi en 2020 un « kit de résilience territoriale à destination des collectivités », la résilience séduit…

Le nouvel esprit des catastrophes

Après l'« effondrologie » de caserne, voici son frère jumeau: l'avènement du nouvel esprit des catastrophes et de leurs nuisances, dont les programmes d'accommodation donnent à penser que l'initiative locale, voire privée, ainsi que la perspicacité psychologique permettent de maîtriser les conditions objectives des catastrophes. Les réponses aux désastres sont appréhendées dans le cadre de grandes surfaces de bricolage de la protection contre les risques dont le cœur doctrinaire est le « *do-it-yourself* » (DIY), où chacun, convaincu de vivre avec par choix, vient faire son shopping de la survie afin d'élaborer sa propre résilience vendue en kit.

Au nom de la responsabilisation et de la prise en main autonome de son propre destin, ladite « culture du risque » se fait le porte-voix de l'exhortation à se critiquer soi-même et faire son *mea culpa*, à défaut de critiquer les conditions données de la situation. Dans le nouvel esprit des catastrophes, il n'y a rien à craindre pourvu qu'on s'adapte. Nous voici face au nouvel avatar de la raison catastrophique, raison qui nous trouve toujours de bonnes raisons de tirer parti du pire.

---

[13] Jean-Michel Tanguy et Anne Charreyron-Perchet, « La résilience territoriale : un premier diagnostic », *Responsabilité & environnement - Annales des Mines*, n° 72, octobre 2013, p. 32-36.

Aussi pandémique soit-elle, la résilience n'est pourtant pas une simple rhétorique. C'est avant tout une technologie du consentement dont la finalité est d'amener les populations en situation de désastre à consentir au et par le « progrès » technique; à consentir aux nuisances en rendant incontournable, voire nécessaire, le fait de « vivre avec » le désastre; à consentir à la participation à travers la cogestion des dégâts avec les pouvoirs publics; à consentir encore à l'ignorance en désapprenant à être affecté, en renonçant à notre santé notamment, notre désir de vérité aussi; à consentir, enfin, à devenir les cobayes de conditions de vie dégradées induites par le désastre.

Rien ne sert de se fâcher, il faut résilier à point

La résilience fait la promesse d'une réparation individuelle et collective qui ne peut être portée que par un appel à la participation de chacun, autrement dit par une cogestion générale des désastres et de leurs suites. Ainsi, pour le Centre national de ressources et de résilience (CN2R), né en 2017, destiné à « *toutes les personnes victimes d'accidents collectifs, et tout particulièrement pour les actes terroristes* », il faut « *impliquer les personnes concernées* » dans un projet « *traversé de part en part par l'apport de l'expérience des personnes ayant vécu l'épreuve de psychotraumatisme.s* ». *Idem* pour le précité CERDD, pour qui il s'agit d'« *intégrer les citoyen.ne.s : d'une vision pessimiste, d'une "déprise" du territoire à l'engagement, la participation, et la formulation d'un récit commun. La résilience ne peut se penser ni se faire sans la participation de tous-tes* ».

Là encore, le mot d'ordre est de raconter des histoires sans Histoire. Et surtout, rien ne sert de se fâcher, il faut résilier à point. C'est pourquoi la cogestion avec les populations rendues optimistes par la grâce de la joie agissante constitue un pilier des politiques de résilience. Elle participe de l'élaboration du consentement au désastre et à ses suites. Il s'agit de donner naissance à un micro-entrepreneuriat des décombres. Car en transformant les victimes en acteurs, le statut même de victime est dilué dans la cogestion des dégâts, tandis que celui de désastre l'est dans la promesse de l'avènement d'un « nouveau départ » garanti par la résilience et fondé sur l'adaptation-soumission. Naît ainsi la confusion entre l'accomplissement du sujet et les nécessités que lui impose sa survie en milieu catastrophique.

De son côté, le Conseil national pour la résilience alimentaire (CNRA) promet lui aussi de nous réparer, mais côté estomac. On appréciera la fausse candeur de ce CNRA, selon lequel : « *parce que depuis quelques dizaines d'années la faim a disparu de l'Hexagone* […]*, nous pouvons penser que la faim ne reviendra jamais nous hanter* », même si « *certains signes devraient nous alerter en cette période faste* ».

Qu'à cela ne tienne, le CNRA se donne pour but de « *renforcer la capacité des territoires à faire face aux futures crises* » en lançant « *le baromètre de la résilience alimentaire des territoires* ». Un baromètre pourtant déjà bien détraqué, quand on sait que plus de 20 % des Français vivent *d'ores et déjà* en situation d'insécurité alimentaire ; qu'en 2008, 2 millions de personnes dépendaient *déjà* de l'aide alimentaire, 5,5 millions en 2018, et peut-être 2 millions de plus en 2020 suite au confinement [14] ; et que *déjà* 26 millions déclarent en 2020 ne pas manger ce qu'elles souhaitent [15].

En finir avec le mythe du malheur vertueux

Le Haut comité français pour la Résilience nationale (HCFRN) n'est pas en reste, lui qui :

> « Par ses activités d'événementiel, de veille, d'analyse et de labellisation, aide ses membres à améliorer leurs dispositifs de sécurité-sûreté, afin d'être plus résilients face aux risques et aux menaces majeurs. »

Les activités associatives de Résilience France ont pour objet de :

> « partager informations, idées et bonnes pratiques entre secteurs public et privé au travers d'événements, tels que les petits déjeuners mensuels au Palais du Luxembourg, les colloques, les dîners-débats (réservés aux membres), les clubs de réflexion ou la participation à d'autres activités telles que les voyages d'études, les ateliers, les visites ou l'accès aux publications. »

Peut-on lire sur le site de ce « machin » voué au « *développement de la résilience des organisations en termes de gestion de crise et post-crise, de continuité d'activité et de robustesse* ». On tentera de se rassurer en gageant que lors des « *140 petits déjeuners-débats au*

---

[14] Dominique Paturel, « De l'aide alimentaire à l'aide humanitaire : récit d'un dérapage social », *Urgence transformation agricole et alimentaire*, 18 mai 2020.
[15] Baromètre de la pauvreté Ipsos / Secours populaire, septembre 2020.

Sénat, entre 1998 et 2016 » et des « *80 colloques techniques dont plusieurs internationaux* » organisés par le HCFRN, le café et les petits fours étaient – « *bonnes pratiques* » obligent – bio. Quant à la mission parlementaire sur la résilience nationale nouvellement créée [16], il y a fort à parier qu'un ministère de la Résilience sortira de son chapeau autour de 2022, superstructure dont les compétences, une fois âprement disputées entre le ministère de l'Environnement et celui de la Défense, égaleront celles mises en œuvre par le « ministère de la Construction de la résilience nationale » japonais créé en 2012 pour faire de l'accident nucléaire de Fukushima une catastrophe non advenue.

Enquêter sur les déterminants de la survie pour mieux la paramétrer et en élaborer les outils thérapeutiques en conséquence: voilà l'activité scrupuleusement menée par les « techno-bigots » de la résilience, cette métaphysique étatique du malheur. Non seulement cela revient-il à ne jamais condamner les causes qui poussent de plus en plus de gens à être engloutis dans ce qui n'est plus qu'une survie, mais cela concourt-il aussi à sa planification plutôt qu'à vivifier le désir de prendre de la distance vis-à-vis de la condition de survivant.

Seule l'émancipation, consistant précisément à aller à l'encontre de l'identification du sujet à cette condition, peut mettre fin à la dangereuse entreprise de dé-socialisation de la catastrophe et de la réalité du malheur – usurpation visant à les soustraire à toute forme d'explication sociale tout en les exhortant à marcher d'un pas unifié derrière l'appel à l'endurance –, pour enfin cesser de faire du désastre le pendant inéluctable du progrès au point d'en faire sa source.

En finir avec la perpétuation du mythe d'un malheur vertueux rendant inapte toute tentative de s'y opposer.

Thierry Ribault.

Article publié dans la revue *Socialter* n°47
sur le thème "Êtes-vous écoféministe ?", août-septembre 2021.

---

[16] Thierry Ribault est intervenu lors d'une table ronde sur le sujet à l'Assemblée nationale le 22 juillet 2021 aux côtés de Arthur Keller et Freddy Vinet. La retranscription vidéo est disponible sur le site de l'Assemblée.

Thierry Ribault

La résilience est la nouvelle religion d'État

14 juillet 2021

Alors que la catastrophe nucléaire de Fukushima se poursuit, dans l'indifférence quasi générale, depuis plus de dix ans maintenant, le gouvernement japonais a mis en œuvre, dès le lendemain de l'accident, une « politique de résilience » enjoignant la population à vivre, quoi qu'il en coûte, avec la contamination radioactive, au péril de nombreuses vies humaines. C'est cette nouvelle « idéologie de l'adaptation », cette dernière-née des « technologies du consentement », que Thierry Ribault analyse et critique sans concession. A l'heure du dérèglement climatique et de la pandémie de Covid-19, le sociologue met en garde contre cette énième « imposture solutionniste de notre époque ».

Sciences Critiques : *Pourquoi avez-vous écrit ce livre ? Vise-t-il, à travers l'analyse de la politique de résilience mise en œuvre par le gouvernement japonais après l'accident de Fukushima, à (re)politiser la question du nucléaire et ses risques dans nos sociétés industrielles ?*

Thierry Ribault : Je rends hommage à Nadine Ribault, avec qui nous avons fait paraître en 2012 *Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima*. Jusqu'aux dernières semaines précédant sa mort, le 15 janvier 2021, après deux ans de soin pour un cancer des voies biliaires, sa résolution à combattre ce qu'elle appelait la « *contre-vie* », et la justesse de ses visions du monde, ont donné à ce *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, ce qu'il peut avoir de plus pertinent.

Il n'existe désormais plus aucune catastrophe, personnelle ou collective, dont les défenseurs de la résilience ne se saisissent en

exhortant chacun à faire de sa destruction une source de reconstruction, et de son malheur celle de son bonheur.

Le désastre de Fukushima n'y échappe pas, même si, l'idée de base des partisans de l'accommodation, selon qui être résilient signifie non seulement être capable de vivre malgré l'adversité et la souffrance, mais surtout être capable de vivre grâce à elles, de grandir et s'adapter par la perturbation et la rupture, est en réalité inapplicable dans le monde de la radioactivité, comme dans nombre de situations d'exposition toxique ou de contamination.

La critique de la politique de résilience à Fukushima est une heuristique pour comprendre comment et pourquoi les politiques publiques prétendant répondre aux désastres du techno-capitalisme – des politiques anti-Covid-19 aux plans de lutte contre le réchauffement climatique – s'inscrivent dans cette nouvelle religion d'État qu'est la résilience.

Sciences Critiques : *Comment le concept de résilience est-il passé de la science des matériaux à une « technologie du consentement » des populations aux catastrophes en cours et à venir ?*

Thierry Ribault : La résilience a essaimé de manière normative dans la sociologie et la psychologie. À l'aube des années 1950, son irruption dans l'écologie est édifiante, avec les travaux menés pour le compte de la commission de l'énergie atomique américaine par les biologistes Eugene et Howard Odum sur les réactions des atolls coralliens, et accessoirement des hommes, aux particules radioactives des essais atomiques dans le Pacifique.

De là naîtra « l'écologie des radiations », ancêtre de l'écologie systémique, qui étudie la capacité du vivant à s'adapter à sa destruction. Une version plus libérale va s'imposer à partir des années 1970, prônant la capacité à tirer parti des chocs et à capitaliser sur les opportunités émergentes.

Loin d'une simple rhétorique, la résilience est une technologie du consentement. À la fois un discours tenu sur la technique et une technique elle-même, dont la finalité est d'amener les populations en situation de désastre à consentir à la technologie − à Fukushima il s'agit du nucléaire − ; à consentir aux nuisances, en rendant incontournable le fait de « vivre avec » ; à consentir à la participation, à travers la cogestion des dégâts qui déresponsabilise les responsables ; à consentir encore à l'ignorance, en désapprenant

à être affecté par ce qui nous touche au plus profond, notre santé notamment ; à consentir, enfin, à expérimenter de nouvelles conditions de vie induites par le désastre.

Sciences Critiques : *La résilience, écrivez-vous, se nourrit de la « science non faite », de l'« ignorance organisée », qui ne se réduit pas simplement aux mensonges des autorités et ne résulte pas simplement de l'instrumentalisation de la science par les industriels, mais qui « fait partie intégrante de l'appareil de production scientifique ». C'est-à-dire ?*

Thierry Ribault : Mensonges, mises sous secret et collusions entre science, industrie et État sont amplement documentés. Mais l'ignorance organisée relève des apparences socialement nécessaires, de l'idéologie plutôt que du mensonge, de la justification plutôt que des techniques de persuasion. Elle opère un rétrécissement cognitif permettant d'aménager, sans contradiction, une réalité contradictoire : vivre en toute plénitude dans un milieu nocif.

Il s'agit de préserver le *statu quo* autour d'une représentation acceptable du désastre et de ses dégâts. À Fukushima, que ce soit par les espaces géographiques scotomisés, la dose reçue par les populations qui reste inconnue, l'amplitude limitée des enquêtes sanitaires et environnementales, ou les atteintes psychologiques éludées ou détournées, l'objet étudié est systématiquement réduit, générant des zones de science non faite.

La gestion par les « seuils » d'insécurité, revus à la hausse, relève de l'ignorance organisée : tant qu'ils ne sont pas dépassés, l'évaluation du risque ne requiert pas d'action supplémentaire, tablant sur les capacités de chacun à faire front aux effets délétères. Il s'agit moins de cacher que d'instiller dans les esprits et les pratiques l'idée qu'avec moins ou peu de connaissance, on peut s'en tirer mieux qu'avec trop.

Rapidité accrue, recours minimisé aux ressources, gains en légitimité politique face aux pressions du public sont autant d'avantages organisationnels pour les administrateurs du désastre, dont l'objectif est de rassurer vite et au moindre coût. En savoir progressivement de plus en plus sur de moins en moins est un cadre cognitif parfaitement ajusté au fonctionnement en mode dégradé préconisé par les affidés de la résilience.

Sciences Critiques : *Vous écrivez que « la résilience est l'un des avatars de la machine cybernétique. » Pourquoi ?*

Thierry Ribault : Transformant le vivant en une machine à souffrir et à encaisser les coups pour mieux rebondir, la résilience est en cohérence avec le systémisme qui préside à son modèle, la cybernétique, où ce qui est nocif ne l'est jamais objectivement, mais dépend de l'individu-récepteur sur lequel porte l'agression et de son degré de préparation, donc aussi d'impréparation.

C'est bien l'impératif de « *préparation* » qui fonde la « *transition écologique et climatique* » tant attendue par la loi « *Climat et résilience* ». Préparation par l'éducation, l'« *accélération de l'évolution des mentalités* » et la responsabilisation individuelle. Nos forces intérieures deviennent les jauges des agressions extérieures, dont le degré de sévérité dépend de chacun.

D'où la sur-responsabilisation qui sous-tend la résilience dans un monde où il n'y a plus de violence objective. La catastrophe devient une perturbation introduisant de nouveaux éléments d'information dans un système autorégulé, chargé de les capter et de les intégrer, donnant à chacun l'opportunité de sortir de sa « zone de confort » et d'affronter les turbulences à venir. Bref ! De progresser en tirant des leçons d'adaptation au pire.

Sciences Critiques : *Avec le nucléaire, depuis au moins l'accident de Tchernobyl en 1986, comme actuellement avec la crise pandémique du Covid-19, diriez-vous que les populations sont considérées comme les cobayes d'expériences « grandeur nature » réalisées à ciel ouvert à l'occasion d'accidents industrielles ou de catastrophes naturelles ?*

Thierry Ribault : À Fukushima et ailleurs, les gens sont déplacés dans un monde qui les menace, auquel ils sont inappropriés. Privés de leur monde, ils voient en tout acte et en toute chose un moyen de retourner au milieu qui est le leur : d'où l'obsession de la décontamination, le mythe du village natal, qui procurent l'espoir de revenir à « la situation initiale ». On tente de se soigner par le retour.

Aller à l'encontre de ce désir de retour, qui est en fait un désir refoulé de fuir l'impossibilité de maintenir la vie dans un milieu hostile, est une gageure qu'aucun pouvoir ne peut relever : on s'abrite derrière l'illusionnisme d' « une radioactivité qui fait partie

du monde ». Il s'agit de se rendre disponible pour un monde dont on ne peut disposer, un monde faux qui dispose de nous. D'où la domestication de la peur prônée par les adeptes de la résilience, un pas de plus vers l'abolition de la prise de conscience de la falsification du monde, et vers une paralysie de la raison par la crainte de la vérité et de la liberté.

L'enfermement dans une vie calculée, où l'on quantifie les risques, on évalue ses chances de survie, on l'organise en optimisant son comportement, et où l'on s'endurcie pour faire face au désastre et s'en nourrir, est aux antipodes du fait de ressentir la menace, d'en devenir pleinement conscient, y compris par la peur, de fuir cette menace et de s'attaquer à ses causes réelles. On apprend à vivre avec, à gérer sa dose avec le minimum de connaissance, dans un système socio-technique perpétuellement en voie de remédiation. On devient une ressource au service des « capacités à entrer en résilience » de ce système.

Sciences Critiques : *Quelle est la fonction politique et idéologique de la résilience ? Représente-t-elle un nouvel eugénisme, en favorisant les plus aptes à s'adapter, destiné in fine à sauver, quoi qu'il en coûte en vies humaines, la société techno-industrielle face à ses propres catastrophes (accidents nucléaires, épidémies, dérèglements climatiques, pollutions…) ?*

Thierry Ribault : La résilience est une métaphysique étatique du malheur qui justifie le désastre comme le pendant inéluctable du progrès, au point d'en faire sa source. Il y a une dimension sacrificielle dans ce culte de l'adaptation. Le coup de force eugénique de la résilience est de soutenir que la catastrophe n'est pas ce qui survient, mais l'impréparation individuelle et collective à ce qui survient. D'où, chez Sanofi, ce système de promotion ciblé pour les salariés dotés de la « *qualification fighting cancer* », car « *l'ex-malade a de quoi transmettre à ses pairs* ». Une fois le tri effectué. Dans cette recherche insensée de liaisons vertueuses entre souffrance, mérite et héroïsme, l'abomination n'a plus de limite.

Sciences Critiques : *Comment les organisations et les experts internationaux spécialisés en radioprotection (UNSCEAR, OMS, AIEA, CIPR…) participent-ils à la normalisation des accidents nucléaires ? Et que pensez-vous de la stratégie des mouvements anti-nucléaires en matière de contre-expertise dans ce domaine ?*

Thierry Ribault : Dans sa promesse de réparation individuelle et collective, la résilience institue les victimes en cogestionnaires du désastre. On légitime ainsi la production organisée d'ignorance et la logique selon laquelle il faut avant tout apaiser les esprits de manière efficace.

À Fukushima, qu'elle soit citoyenne, libertarienne techno-centrée, ou copilotée par des représentants des autorités et des experts, la cogestion participe de l'élaboration du consentement au désastre et à ses suites. Elle tend à reproduire le monde administré en réaction duquel on est censé se situer. Elle fétichise les moyens pour éviter de réfléchir aux fins. Elle contribue à la confusion entre l'accomplissement du sujet et les nécessités que lui impose sa survie en milieu toxique. Elle alimente en contre-expertise la machine à produire de la controverse. Elle collabore enfin au développement de l'appareillage technique des États préparant la gestion du prochain désastre.

On est bien loin de l'objectif d'autonomie citoyenne. On répond au lobby par le hobby de l'activisme, dont le caractère régressif réside dans son refus de faire réflexion sur sa propre impuissance. Comme le résume un ex-membre d'une organisation citoyenne, « *le laboratoire citoyen devient une activité en soi, un* business *qui tourne* ».

Sciences Critiques : *Que pensez-vous de la controverse, savamment entretenue depuis des décennies, sur les effets des « faibles doses » de radioactivité sur la santé humaine ?*

Thierry Ribault : Que ce soit la betterave sucrière ou le nucléaire, il y a toujours une filière à sauver. La confusion est entretenue entre, d'une part, l'incertitude relative à la signature biologique du cancer et, d'autre part, la supposée incertitude relative au lien épidémiologique entre faible exposition et risque de cancer. Alors que la seconde incertitude est en grande partie le fruit d'une controverse artificiellement nourrie, une incertitude volontaire en quelque sorte, la première est bien réelle, mais elle vaut pour nombre de cancers et pas seulement pour les cancers radio-induits.

Qu'il n'y ait pas d'exception des rayonnements ionisants du point de vue de la difficulté à établir la preuve biologique de leur nocivité en termes de cancer ne disculpe pas pour autant les nuisances radioactives – ni les autres d'ailleurs –, d'autant moins que même à faible dose, les effets nocifs de certaines molécules se renforcent

lorsqu'elles sont combinées, agissant en synergie sur les cellules et produisant des conséquences délétères inattendues, phénomène frivolement qualifié d'« *effet cocktail* ».

Sciences Critiques : *Vous citez cette phrase de René Riesel et Jaime Semprun dans* Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable *(Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008) : « C'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance plutôt que le contraire. » C'est-à-dire ?*

Thierry Ribault : Déplorer la production d'ignorance en arguant que si la connaissance dont elle nous prive était disponible, tout serait transparent et qu'une action enfin rationnelle en découlerait, relève d'une vision naïve, source de confusion. Chaque fois que la connaissance aura des chances de mener à une action socialement inacceptable, ayant des conséquences douloureuses du point de vue de la préservation de la totalité sociale – par exemple, évacuer les villes d'Iwaki, Fukushima et Kôriyama de 300 000 habitants chacune –, elle ne se transformera ni en action ni en force d'émancipation.

Rendre publique la connaissance en pensant que cette mise à disposition sera automatiquement effective en termes de décision est illusoire, car la clef de la transformation de la connaissance en action n'est pas, et ce de plus en plus, la disponibilité de son contenu, mais la disponibilité de ceux qui s'en emparent, c'est-à-dire la manière dont les individus sont préparés et rendus susceptibles d'être mis à disposition de la société. Seules les failles dans cette mise à disposition, par où le désir de liberté qu'elle séquestre peut trouver à s'exprimer et à prendre forme, sont susceptibles de révéler et activer le potentiel anti-régressif de la connaissance.

Sciences Critiques : *Si la résilience est une « imposture solutionniste », comme vous l'écrivez, comment faire face, voire échapper, aux désastres qui nous menacent ?*

Thierry Ribault : Cesser par tous les moyens possibles de considérer le malheur comme un mérite. Lui donner la parole certes, mais non pas pour lui donner un sens afin de mieux l'évacuer. Apprendre à nommer ce malheur et faire advenir à la conscience la dureté de ce qui est, plutôt que se résigner aux rapports sociaux et à leurs nuisibles sous-produits. Sortir de l'exaltation du sacrifice et de la souffrance, inversement

proportionnelle aux efforts déployés pour en être épargnés. Vivifier le désir de prendre distance vis-à-vis de la condition de survivant. Reconnaître notre impuissance, y compris technologique, face aux désastres, en prendre acte et en tirer les conséquences.

Sciences Critiques : *Au vu de la radicalité de vos critiques, d'aucuns pourraient vous considérer comme « un semeur de panique », pour reprendre l'expression du philosophe allemand Günther Anders. Vous considérez-vous comme tel ?*

Thierry Ribault : Lorsque les neurophysiologues ambitionnent d'« *inhiber les neurones de la peur* » par l'optogénétique afin d'« *éteindre la peur* » dans les cerveaux pour mieux étreindre notre malheur, on peut se demander de quel côté se trouve la radicalité. La peur n'a plus lieu d'être, devient une question de perception qu'il faut apprendre à commuter pour mieux conclure un accord à l'amiable avec le pire. Proclamer les vertus du courage, de l'endurance, de la solidarité, ne sert qu'à détourner de la peur, qui passe désormais pour une vanité ou une honte. On ouvre grand les portes à la légalisation des méthodes nécessairement criminelles visant à surmonter la peur pour faire front aux « ennemis ».

Au prétexte de nous libérer de la peur, nous liquidons notre liberté d'avoir peur. Alors qu'elle est un moment indispensable pour prendre conscience des causes qui nous amènent à l'éprouver, la peur est devenue le symptôme d'une maladie de l'inadaptation que la résilience est censée soigner. La peur inquiète, comme le confirme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), soucieuse de « *supprimer la peur de la pandémie de Covid-19* », à défaut d'en sortir. On peut comprendre les motifs d'un gouvernement par la peur de la peur, car elle peut stimuler en nous la colère et la nécessité de bouleverser une organisation qui se nourrit du désastre qu'elle génère.

Propos recueillis par Anthony Laurent,
rédacteur en chef du site *Sciences Critiques*.

https://sciences-critiques.fr/thierry-ribault-%e2%80%89la-resilience-est-la-nouvelle-religion-detat%e2%80%89/

Thierry Ribault

La résilience tue le temps

Juin-août 2021

La nouvelle idéologie de la résilience voudrait que tout ne soit qu'une question d'adaptation : pas de malheur auquel on ne saurait s'adapter, dont on ne saurait sortir plus fort. Cette « résiliothérapie », en nous aliénant aux conditions objectives de la catastrophe et en poussant les individus à ravaler leur révolte et leurs douleurs, est au cœur de l'administration du désastre. Le chercheur Thierry Ribault, auteur de Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs, *nous montre ici comment, d'une certaine manière, la résilience détruit le temps.*

Il n'existe désormais plus aucune catastrophe, personnelle ou collective, dont les promoteurs de la résilience ne se saisissent en exhortant chacun à faire de son malheur une source de son bonheur, de sa destruction une source de reconstruction. Être résilient : non seulement se montrer capable de vivre malgré l'adversité et la souffrance, mais surtout être en mesure de vivre grâce à elles, de grandir et s'adapter par la perturbation et la rupture, et de faire acte de foi envers elles. Même le désastre de Fukushima n'échappe pas à ce mantra, alors que celui-ci est inapplicable dans le monde de la radioactivité, tout comme dans nombre de situations d'exposition toxique ou de contamination.

La résilience est l'outil archétypique de la machine à réinitialiser le temps pour mieux le liquider, conçue par les administrateurs du désastre. Transformant le vivant en une machine à souffrir et à encaisser les coups pour mieux rebondir, la résilience est en cohérence avec le systémisme qui préside à son modèle, la cybernétique, où ce qui est nocif ne l'est jamais vraiment objectivement, et dépend de l'individu-récepteur sur lequel porte l'agression et de son degré de préparation (donc aussi d'impréparation) à celle-ci.

Il n'est d'ailleurs pas fortuit que l'impératif de « préparation » fonde la « transition écologique et climatique » tant attendue par la loi Climat et Résilience. Préparation par l'éducation, l'« accélération de l'évolution des mentalités » et la responsabilisation individuelle. Ainsi, nos forces intérieures deviennent les jauges des agressions extérieures dont le degré de sévérité dépend de chacun. D'où la surresponsabilisation qui sous-tend la résilience dans un monde à l'existence devenue relative, ses appels à la cogestion du désastre, son injonction à l'expérimenter, au nom de notre sauvetage. La catastrophe devient une perturbation qui introduit de nouveaux éléments d'information dans un système autorégulé, chargé de les capter, de les intégrer, donnant à chacun l'opportunité de sortir de sa « zone de confort » et d'être prêt à affronter les turbulences à venir. Bref, de progresser en tirant des leçons du pire. Il faut entendre ici des leçons d'adaptation, donc le contraire de la résistance. En enjoignant chacun d'être fort et de se reconstruire par la traversée de la douleur, les théoriciens de la résilience simulent une réinitialisation du temps comme on réinitialise un système informatique, au cours de laquelle les conséquences néfastes d'un événement passé sont prétendument réparables et réparées, voire transformées en une source de robustesse supplémentaire rendant mieux apte à affronter l'avenir.

À Fukushima, une des formes concrètes que revêt cette réinitialisation du temps est la manière dont les autorités enjoignent les femmes, sujettes à une soi-disant irrationnelle « radiophobie », à y prendre part par leurs capacités reproductives, tout comme il est demandé à chacun de prendre part à la décontamination pour soigner sa peur de la radioactivité. Ce que la propagande nataliste aux relents réactionnaires de reconquête des territoires contaminés parvient difficilement à travestir, c'est la manière dont elle n'hésite pas à utiliser les femmes comme « une arme contre elles-mêmes » pour reprendre l'expression d'Annie Le Brun, sommées qu'elles sont de procréer dans des zones en réalité hostiles à la vie. Enfanter dans un monde faux, c'est-à-dire dans un monde inadapté au vivant. Et c'est bien la fonction biologique susceptible d'être assurée par les femmes qui est invoquée, pour « repeupler » les zones contaminées, jusqu'à confiner à une forme de violence d'État, afin de retrouver le temps d'avant, celui d'une paisible reproduction de la société à l'identique. Le bon vieux temps

de la reproduction productive qui nie la liberté des individus au nom d'une quête sacrificielle du progrès.

Tant il est vrai que le temps réinitialisé de la résilience est un temps qui, tout en prétendant résoudre, permet surtout d'absoudre les uns et de culpabiliser ceux qui refusent de collaborer audit « monde d'après ». Citoyens, industriels et décideurs deviennent responsables à part égale, comme le clame le « on va arrêter le grand n'importe quoi » de la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili, qui élude la définition de ce « on » niveleur, pour mieux légitimer le fait qu'« on va embarquer tout le monde ». Les incantations au monde d'après sont cohérentes avec la temporalité de la résilience selon laquelle on est toujours dans la catastrophe à venir, pas dans celle en cours, conséquence d'un techno-capitalisme de moins en moins contrôlable : la résilience, en liquidant le temps, situe son protocole de résurrection hors du temps et table sur une histoire sans Histoire.

Nier les affects «négatifs»

Appelant à se conserver soi-même et enjoignant de se conformer au monde tel qu'il est, les «recommandations» publiées à l'issue du 3e symposium d'experts internationaux à Fukushima, organisé les 8 et 9 septembre 2014 par l'université médicale de Fukushima et la Sasakawa Mémorial Health Foundation, un des tentacules de l'extrême droitière Nippon Foundation, sont explicites :

> « Les meilleures actions et pratiques de résilience, de régénération et de revitalisation devraient être encouragées, identifiées, soutenues, publicisées, disséminées et mises en place aux niveaux local et régional. […] Le bien-être psychologique des individus et des communautés constitue le noyau de la résilience. »

Lorsque l'intégration sociale se métamorphose en cache-misère de la désintégration biologique, fusent alors les appels à une communauté fétichisée et à une organisation collective impérative, cet état dans lequel un individu se retrouve absolument assujetti au fonctionnement du tout – il s'agit, à Fukushima, d'un tout radioactif, comme il peut s'agir, en d'autres temps, d'un tout pandémique – dont il n'est plus permis ou même simplement possible d'interroger le sens. Chaque fois que l'on porte attention à la communauté et au milieu, on accroît précisément la soumission à l'ordre établi qui, ne tolérant pas de désordre dans la vie sociale, instrumentalise les

désordres dans les vies privées pour légitimer le « rétablissement de la situation » dont il est le maître d'œuvre.

Ainsi en va-t-il des regrettés suicides, des familles déchirées, de l'indicible douleur du déracinement, de la souffrance de devoir laisser derrière soi ses proches, ses voisins, ses amis, sa propre histoire, du sentiment d'avoir abandonné ceux qui sont restés tout en apparaissant comme un étranger aux yeux de ceux qui vivent dans une « terre d'accueil », de la discrimination vis-à-vis des personnes irradiées ou de ceux qui, touchant les indemnités, sont qualifiés par certains de« parasites ». Ou encore de la multiplication des interdictions et des contraintes pesant sur les activités de plein air des enfants qui ne peuvent plus jouer librement dehors, affectant leur autonomie et leur développement personnel, les spectres du surpoids et de l'obésité menaçant leur santé physique du fait de la diminution de leur activité. Autant de dégâts néfastes dont la déploration en forme de litanie est amplement mobilisée par le fan-club de la résilience, non pour éclairer les consciences quant au prix réellement payé par chacun pour consentir à la société industrielle et à ses « progrès », mais pour mieux asseoir symboliquement « la communauté comme creuset de la coopération » et prétendre « redonner leur autonomie aux habitants de Fukushima afin de surmonter les difficultés d'une vie menée dans un territoire contaminé », « restaurer leur dignité et leur bien-être », tant il est devenu vrai qu'au fond, « la vie n'est pas qu'une question de santé ». A condition de ne pas la perdre.

On retrouve ici à l'œuvre le processus de dénégation des effets biologiques de l'exposition radiologique, et de leur transcendement en une pleine responsabilisation individuelle et communautaire, et au bout du compte, en un désastre perpétuellement renouvelé. Dans le déni du malheur présent et la conjuration du souvenir, s'opère une liquidation de l'histoire immédiate, consistant à amener la population à regarder exclusivement soit vers un passé mythifié débarrassé des décombres, soit vers un avenir préconçu, et à taire tout ce qu'elle a vécu en opérant un tri sélectif parmi ses affects présents. Ce tri est un pilier de l'économie politique du consentement dont la résilience n'est qu'une des technologies : produire un régime affectif qui estampille, privilégie et promeut certains registres émotionnels comme étant appropriés et désirables – l'espoir, le bonheur, la responsabilité, l'anticipation, l'aspiration à l'avenir, la solidarité et l'auto-assistance – au

détriment d'émotions jugées non désirables – le tempérament fougueux, l'irritation, le ressentiment, la colère, l'inquiétude, l'effroi, le stress et l'affliction. Car administrer le consentement au désastre requiert d'administrer les sentiments à son égard.

L'enjeu de cette « spatialisation du temps » est de taille : au Japon, il s'est agi de réussir la reconstruction et, dans les mégalopoles, de remettre l'argent au pas, dare-dare, et chacun à son poste, consommateur et producteur. Dès le lendemain de l'accident, les autorités se sont empressées d'établir un « calendrier de retour » sur les lieux pour les réfugiés du nucléaire, niant de fait l'irréversibilité temporelle de la contamination radioactive et de ses effets biologiques. Négation qui, dans la bouche de Yuichi Okamura, directeur général de l'opérateur de la centrale Fukushima Daiichi de Tepco, prend la forme explicite du vœu selon lequel :

> « Nous voulons restituer les lieux dans un état sûr. […] Nous avons promis aux habitants de rétablir le site et d'en faire un lieu aussi merveilleux qu'avant. »

Promesses aux grandes ailes, noires de surcroît. Là et ailleurs – on se souvient des exhortations à « montrer le bout du tunnel », faites en pleine pandémie au « chef de guerre » Macron, « qui doit aussi se projeter dans la victoire pour garder le moral de ses troupes » – il s'agit donc de nourrir l'illusion d'un achèvement du désastre par la perspective du refroidissement des cœurs fondus de trois réacteurs, dont l'accès et la récupération sont pourtant techniquement devenus impossibles. Comment peut-on, raisonnablement, prétendre clore l'impossible ?

Tandis que, dans l'espace, l'avant et l'après ont une signification relative – y retourner est possible –, dans le temps, leur signification est absolue – revenir en arrière est irréalisable. Induisant une conception idéologique de l'histoire où les retours en arrière sont envisageables, tout comme les remaniements ex-post-facto, bien qu'incompatibles avec le postulat de l'irréversibilité temporelle, la spatialisation du temps permet de relativiser l'avant et l'après. Dans cette déchéance temporelle, voici donc les habitants sommés de suivre l'exemple de Bouddha, qui est « non seulement capable d'abolir le Temps, mais encore de le parcourir à rebours ».

Cette perte pathologique de contact avec la durée qui caractérise la résilience, structurant le temps en fonction de ses exigences et

non pas selon des critères objectifs, nous est parfaitement décrite par Wilhelm Ostwald, physicochimiste et philosophe de la fin du XIXe siècle, dans sa philosophie des valeurs qui n'a rien perdu de sa pertinence :

> « Dans le monde de la mécanique classique, on pourrait commettre les plus grandes sottises et les plus grandes infamies sans aucun détriment. Car tout événement étant réversible, on peut réparer toutes les conséquences de toute action en restituant l'état initial. Ainsi toute possibilité d'une appréciation disparaît. Il n'y aurait même pas moyen de se plaindre d'une perte de temps, l'écoulement temporel lui-même étant réversible d'une manière absolue… La vie serait délivrée de tout tragique… Dans un monde réversible, il n'y aurait alors pas moyen de distinguer entre valeur positive ou négative – ou entre divers degrés de valeurs. La notion de valeur y serait donc théoriquement impossible. »

En suivant une telle rationalité mécaniciste et en tablant sur une réversibilité du monde de la même sorte, la substitution d'un mouvement dans l'espace à un mouvement dans le temps reflète la substitution de la résilience psychosociale à la résilience biologique. Une telle désorientation des valeurs n'est pas sans dommages collatéraux relatifs à l'extinction de la notion de vérité. Selon Ôtsura Niwa, président de la Radiation Effects Research Foundation (RERF) à Hiroshima :

> « Certains scientifiques affirment que la radioactivité dans de nombreuses villes est tombée à des niveaux qui ne devraient pas être dommageables pour la santé ; d'autres se demandent si les faibles doses ne représentent pas un danger. Mais la situation est au-delà de la science. »

Il en conclut :

> « C'est l'élément humain qui joue le rôle le plus important. »

Il faut ici entendre que c'est bien cet « élément humain » qui encombre désormais, cet humain faisant non seulement obstruction à l'avènement de la raison catastrophique, mais aussi considéré comme le dernier obstacle à l'adaptation intégrale, et à la transformation duquel il faut activement travailler pour en faire une matière malléable capable de « rebondir » à chaque embûche.

Quoi qu'il en soit, à l'instar de ces mafias nouvelle formule qui préfèrent corrompre plutôt que tuer, les administrateurs du désastre ne recommandent pas une liquidation pure et simple de

l'humanité : ils flirtent avec sa dés-humanisation. Préparant chacun à la mort, socialement utile et elle-même instrument de répression, ils introduisent ainsi un élément de capitulation et de soumission, et réconcilient les gens avec l'idée que mourir avant qu'ils le veuillent et qu'ils le doivent est désormais non seulement hautement probable, mais fait partie de la marche de la civilisation. Ils aspirent à une humanité mise au pas, prenant sur elle ce que chacun devrait être capable, à terme, de prendre sur soi. Figer sur place le « Novhomme », cet homme robuste dont on attend qu'il soit, sous peu, apte à vivre en territoire contaminé, moyennant quelques sauts technologiques en matière de remédiation et quelques adaptations socio-psychologiques et génétiques, tel est l'objectif. Novhomme qui, bien entendu, fera appel à une science lui permettant de se machiniser.

Les ordinateurs et leurs systèmes experts remplaçant les médecins sonneront le glas de la vie sur terre, la rendant infaillible en des corps rapiécés, greffés, équipés, bref, objets d'une dite augmentation, dotés d'une âme elle-même augmentée par les bons soins de la résilience, pour le meilleur et pour le pire, et surtout pour une vie enfin délivrée de tout tragique, si ce n'est celui, crûment démythifié, d'être placé sous le joug de l'anéantissement en cas de refus de collaborer.

Il est devenu pensée courante d'affirmer qu'« aujourd'hui, c'est la peur qui domine ». Or, force est de constater que c'est la peur de la peur qui domine et non la peur elle-même. Et les récentes déclarations de l'OMS relatives à la nécessité « de supprimer la peur du Covid-19 » à défaut d'en sortir, le confirment. De toute évidence, la peur inquiète. Émotion primaire et universelle, elle contribue pourtant à la prise de conscience de mener une existence dans un monde faux, c'est-à-dire un monde dans lequel le sujet est structurellement déplacé, et à ainsi opposer son refus d'être l'objet du remodelage artificiel visant son ajustement indéfini au nouvel environnement, un *lifting* anti-douleur dont la résilience est le bistouri. Un gouvernement par la peur de la peur tel qu'il est loué par l'ordre de la résilience, lorsqu'il enjoint chacun de craindre la peur elle-même, reprend à son compte, en la détournant, l'idée rooseveltienne d'inscrire dans les libertés imprescriptibles le droit d'être libéré de la peur (*freedom fromfear*).

Au contraire, si l'on reprend l'analyse proposée par Gunther Anders, la liberté d'avoir peur (*freedom to fear*) renvoie à la capacité d'une population donnée :

> « D'éprouver une peur à la mesure du danger qui pèse sur elle, de ressentir la quantité d'angoisse qu'il faut que nous ressentions si nous voulons vraiment nous libérer du droit d'être libéré de la peur, et avoir peur afin d'être libre. »

Appréhender l'anxiété comme symptôme d'une maladie de l'inadaptation empêche de la concevoir en tant que mouvement justifié, vécu dans la durée, et comme une tentative d'extirpation de l'état d'ignorance et d'impuissance dans lequel on se trouve. La peur est le signe d'une disposition non altérée à la liberté, à la vérité et à la temporalité. Un moment indispensable pour prendre conscience des causes qui nous amènent à l'éprouver, et donc prendre conscience de l'histoire dans laquelle ces causes s'inscrivent. Car elle est un effet de la catastrophe et non pas une conséquence, contrairement à ce qu'en dit la résilio-thérapie, qui en individualise la prise en charge en culpabilisant les victimes et préconise d'apprendre à éteindre notre peur pour mieux étreindre notre malheur. Une liquidation du passé et du présent qui ôte aux populations toute perspective de prise de conscience de leur situation, et toute possibilité de se révolter par rapport à elle, de réaliser leur impuissance et ses causes, et de retrouver le temps perdu.

Thierry Ribault.

Surmonter les chocs traumatiques et arrêter de subir. L'Injonction à la résilience est devenue le nouveau mantra des gouvernements et experts en tous genres, condamnant les victimes à prendre en charge le malheur né des catastrophes auxquelles les expose le système industriel et les voir comme l'opportunité d'un bonheur renouvelé, d'en sortir renforcé. Après dix ans d'enquête sur les conséquences et les victimes de l'accident de Fukushima, Thierry Ribault entend dénoncer ce « mode de gouvernement par la peur de la peur, exhortant à faire du malheur un mérite ».

Article publié dans le hors-série n°10 de la revue *Socialter*
sur le thème "Libérer le temps", juin-août 2021.

Thierry Ribault

La résilience des territoires est une funeste chimère

28 juin 2021

Résilience des habitants, des politiques publiques, des territoires… Rien de plus trompeur, selon Thierry Ribault, chercheur en sciences sociales au CNRS.

Résilience des habitants, des politiques publiques, des territoires… La crise écologique puis la crise sanitaire et ses réflexions sur le « monde d'après » ont porté aux nues des collectivités plus « résilientes », capables d'absorber le choc, d'en sortir par le haut, de dépasser le traumatisme pour prendre un nouveau départ. Rien de plus trompeur, selon Thierry Ribault, chercheur en sciences sociales au CNRS, pour qui la résilience est une « funeste chimère », un mode de « gouvernement par la peur de la peur » qui confisque le consentement des populations. Elle oblige, à son avis, à « vivre avec » des conséquences et des dégâts provoqués par les crises au lieu de s'interroger en amont pour agir sur les causes.

Un constat qui s'inscrit dans le prolongement de ses travaux sur le Japon, où il a vécu et travaillé pendant quatorze ans, et assisté depuis Kyoto à la catastrophe de Fukushima, en 2011. Il a alors accueilli des réfugiés fuyant la radioactivité et rédigé, avec sa conjointe Nadine Ribault, des chroniques pour la presse française, puis un ouvrage, *Les Sanctuaires de l'abîme : chronique du désastre de Fukushima* (éd. de L'Encyclopédie des nuisances, 2012). Il y dénonçait la manière « à la fois autoritaire et trompeusement démocratique » avec laquelle les pouvoirs publics ont pris en main la gestion de cette catastrophe.

S'attaquant plus largement à la notion de « résilience », dans *Contre la résilience. A Fukushima et ailleurs* (éd. de L'Echappée, 2021), Thierry Ribault déconstruit un discours « solutionniste de l'infinie reconstruction » et tacle la gouvernance et la démocratie

participative lorsque ces dernières déresponsabilisent les pouvoirs publics et font des victimes des cogestionnaires du désastre.

Question : *Vous dites que la résilience « se regonfle comme un ballon de baudruche après chaque crise », comme à Fukushima…*

Thierry Ribault : Initialement, la résilience désigne le fait qu'un matériau est capable de subir un choc et de retrouver sa forme d'origine. Elle est entrée, dans les années 1970, dans le champ de l'écologie autour de la capacité d'adaptation du vivant à la destruction, et réinjectée lors de catastrophes atomiques. Depuis les années 1990-2000, elle a été étendue tous azimuts et dans tout type d'épreuves douloureuses, récemment encore avec la catastrophe sanitaire.

Elle renvoie à la capacité du milieu et des humains de se réorganiser efficacement et de capitaliser sur les opportunités émergentes. C'est une tentative de fabriquer un ersatz d'humanité tout terrain, une technique thérapeutique pour gérer des catastrophes qui nous acclimate à tout subir.

C'est pour cela que je la considère comme un outil politique, une technologie du consentement au désastre et à la cogestion de ses nuisances. Elle opère une défocalisation de la catastrophe vers ses effets et les individus. Et s'accompagne d'une valorisation de certaines émotions jugées positives – courage, solidarité – et dévalorise celles jugées négatives – peur, colère ou impuissance. C'est un mode de gouvernement par la peur de la peur. A Fukushima, les experts disent que pour calmer sa peur il faut être exposé à la radioactivité !

Comme si être face au danger évacuait les représentations prétendument erronées que l'on s'en fait. Lors de l'accident de Lubrizol, à Rouen, en 2019, les autorités ont souhaité « calmer l'anxiété des populations ». Pour le Covid-19, à défaut de sortir de la pandémie, l'OMS déclare qu'il faut « éradiquer la peur ». A défaut de gérer le désastre, on gère les représentations qui lui sont associées. Et la peur inquiète : elle peut stimuler la nécessité de bouleverser un système qui se nourrit de la destruction.

Q : *On prône des territoires « résilients », et la loi « climat et résilience » est en cours d'examen au Sénat…*

Thierry Ribault : Peut-être parce qu'il ne le peut pas, le politique refuse de réfléchir aux causes des crises et des catastrophes. Partout dans cette loi, on retrouve l'impératif de préparation à la transition écologique et climatique par l'éducation, l'accélération de l'évolution des mentalités ou la responsabilisation individuelle. On agit sur la psyché et on amène chacun à consentir aux dégâts et à les cogérer. On doit bien sûr répondre aux effets d'un désastre, mais les écologues disent depuis trente ans que les virus tels que le coronavirus résultent d'un « technocapitalisme » échevelé, d'économies mondialisées, d'une surconcentration urbanisée détruisant les zones naturelles et du pillage généralisé de la planète.

Alors il est bien d'avoir des politiques territoriales de résilience, mais il faudrait comprendre en quoi elles répondent véritablement au problème et aux origines de celui-ci. Si l'on se contente de multiplier les réponses à des catastrophes, aussi résilientes soient-elles, et qui génèrent parfois elles-mêmes d'autres catastrophes, on est dans un cercle sans fin.

Q : *Vous expliquez que l'approche autour du « vivre avec » implique une montée en administration du désastre… Est-ce le cas de la crise sanitaire actuelle, où l'on consent à de nouvelles pratiques et technologies associées à la gestion sanitaire ?*

Thierry Ribault : Absolument, et bien que l'on parle de « sortie de crise » et de « sortie du tunnel », en réalité, cette entrée est sans sortie. A Fukushima, bâtir un mur sur 400 kilomètres faisant 14 mètres de haut ne prépare pas mieux à la prochaine catastrophe, lorsque la vague fera 30 mètres. Et dans le cas du coronavirus, cette technologisation pousse aussi encore plus loin la nécessité de la coercition. Nous entrons dans quelque chose dont nous ne sortirons pas.

Je ne veux pas dénigrer les réactions et attitudes de survie que l'action publique locale peut essayer d'instaurer face à des catastrophes comme la pandémie, par exemple en brandissant un masque baptisé « Résilience », créé par une association. Mais on ne peut pas accepter leur prétention à répondre au désastre et l'absence de réflexion autour du pourquoi. L'appareillage politique national et territorial ne fait que refouler cette question des causes.

Q : *Les initiatives citoyennes et la démocratie participative peuvent-elles être un écueil, en transformant les habitants en cogestionnaires de la crise ?*

Thierry Ribault : Le problème avec la résilience, c'est que ce n'est plus la catastrophe qui est problématique, mais l'impréparation qu'on peut avoir face à elle. Elle nous amène à désapprendre à être affectés par ce qui nous touche, notre désir de vérité sur les causes. Nous sommes dans un nouvel esprit de catastrophes et des nuisances qui les accompagnent, qui promeut la créativité, l'invention, l'autonomie, cette culture du risque dont beaucoup d'élus se gargarisent. Cela rejoint le lien intime entre résilience et néolibéralisme, qui nous amène à une acceptation de la catastrophe qui devient affaire de gestion de projet et repérage de bonnes pratiques pour y faire face.

Or je crains que la démocratie, aussi participative soit-elle, ne se résume à la cogestion du désastre, à mesurer les dégâts, comme à Fukushima où les « laboratoires citoyens » mesurent la radioactivité, accroissant l'acceptabilité sociale d'un environnement toxique. Si l'initiative locale consiste à avoir le petit doigt sur la couture du pantalon pour acquiescer aux injonctions d'un Etat ou d'une région à l'adaptation à la catastrophe, je dis non.

Si elle consiste à ne pas éteindre la colère, à sauver des vies et être conscient de la menace, sans pour autant se retrouver dans l'effondrisme ou la collapsologie, je suis pour une démocratie locale et participative qui ne soit pas la jambe de bois de pouvoirs publics impuissants. Nous devons prendre conscience de l'incapacité technologique face aux désastres et réfléchir aux causes, avec des formes politiques restant sans doute à inventer.

Interview réalisée par Laura Fernandez Rodriguez
pour *La Gazette des communes* le 28 juin 2021.

https://www.lagazettedescommunes.com/752353/la-resilience-des-territoires-est-une-funeste-chimere-thierry-ribault-chercheur-au-cnrs/

Thierry Ribault

La résilience ou comment fabriquer du consentement

16 mai 2021

Se relever. Psys, politiques, manageurs nous serinent avec cette idée. L'économiste et chercheur au CNRS Thierry Ribault explore, dans Contre la résilience*, les ressorts de ce concept, un peu trop à la mode.*

Marianne : *Comment analysez-vous les appels à la résilience dans le cadre de la crise du Covid ?*

Thierry Ribault : Avec les appels à la résilience, la pandémie devient un problème de traumatisme psychologique de telle ou telle partie de la population, autrement dit de sa capacité à encaisser le « choc ». Cette injonction à « tenir ensemble » revient également à assujettir les individus à une organisation collective dont il n'est même plus possible d'interroger le sens, ni les causes profondes. Cela accroît davantage la soumission à l'ordre établi.

En attendant, nous apprenons à vivre en étant privés de liberté et à réduire au silence notre peur alors qu'elle est un moment indispensable pour prendre conscience des causes du problème. Aujourd'hui, la peur est devenue le symptôme d'une maladie de l'inadaptation que la résilience est censée soigner. La peur inquiète, comme le confirme l'OMS, soucieuse de « supprimer la peur de la pandémie de Covid-19 » à défaut d'en sortir. De l'état de catastrophe permanente dans lequel nous entrons ne peut découler qu'une rigidification des systèmes politiques, fussent-ils démocratiques. C'est systémique et logique. La seule alternative serait de reconnaître notre impuissance, en prendre acte et en tirer les conséquences. Quel pouvoir peut le faire ?

Marianne : *D'autres penseurs, comme Eva Illouz que vous citez dans votre ouvrage, ont déjà critiqué la notion de résilience, liée au néolibéralisme. En quoi votre approche diffère-t-elle de la leur ?*

Thierry Ribault : Un des reproches adressés, à juste titre, à la résilience, c'est de mettre l'accent sur les « capacités » et l'« autosuffisance » des gens, et donc de légitimer le désengagement de l'État au profit d'une responsabilisation individuelle. Néanmoins, établir un lien exclusif entre la résilience et le néolibéralisme est sans doute un peu rapide. Le désengagement de l'État et la surresponsabilisation des individus en situation de désastre ne sont pas l'apanage du néolibéralisme. On peut observer une déresponsabilisation de l'État dans des contextes où il est omniprésent, y compris de manière autoritaire.

Les appels ardents à la « résilience nationale » face au Covid-19, ou ceux du Haut Comité français pour la résilience nationale visant à « développer la culture du risque chez les Français » font partie de ce nouvel outillage idéologique. En fait, ce qui conduit véritablement les institutions à privatiser le risque, c'est-à-dire à déléguer aux populations la gestion des conséquences, c'est surtout la démesure des désastres en question face à laquelle les institutions se retrouvent impuissantes. Il faut ajouter à cela la foi sans limites que les institutions placent dans la technologie pour répondre à ces désastres, alors qu'ils sont eux-mêmes d'origine techno-industrielle.

Marianne : *Pourquoi cette rhétorique de la résilience a-t-elle été mobilisée si abondamment à la suite de la catastrophe de Fukushima ?*

Thierry Ribault : Le recours à la résilience permet de substituer à la question fondamentale des effets biologiques irréversibles induits par la radioactivité d'autres sujets. À la place, on parle de l'état mental, de l'*empowerment* des individus, ou de la « reconstruction » de leurs communautés. Le désastre nucléaire n'est donc plus un moment objectif inscrit dans l'histoire des sociétés industrielles, mais un phénomène subjectif essentiellement psychologique, voire psychiatrique d'une population. Ce faisant, on enjoint à la population de sortir de sa « dépression » en misant sur ses qualités individuelles.

La résilience n'est pas une simple rhétorique. C'est avant tout une technologie, c'est-à-dire à la fois un discours tenu sur la technique,

et une technique elle-même. Plus précisément, il s'agit d'une technologie du consentement dont la finalité est d'amener les populations en situation de désastre à consentir à la technologie, ici le nucléaire. On amène ainsi les populations à consentir aux nuisances en rendant incontournable, voire nécessaire, le fait de « vivre avec » le désastre et ses suites. La population devient obligée d'expérimenter de nouvelles conditions de vie induites par le désastre. On l'amène également à consentir à participer à la cogestion des dégâts, ce qui, au passage, déresponsabilise les responsables. Cela revient enfin à la forcer à consentir à l'ignorance, c'est-à-dire à désapprendre à être affectée par ce qui la touche au plus profond, sa santé.

Marianne : *Dix ans après la catastrophe, quelle est la situation à Fukushima ?*

Thierry Ribault : Le début du chantier de récupération des barres de combustible dans les piscines des réacteurs est sans cesse repoussé (pas avant 2028 pour le réacteur n° 1), car les niveaux de radioactivité sont trop élevés. Or, ces piscines, non protégées, présentent des risques très importants en cas de nouveau tremblement de terre de forte magnitude. Quant aux cœurs de trois des six réacteurs de la centrale, dont un contenant du plutonium, ils sont entrés en fusion suite à la perte du système de refroidissement et demeurent inaccessibles à tout être humain. L'injection continue d'eau et les débordements d'eau radioactive d'origine souterraine constituent toujours des menaces majeures. Le stockage sur site sera saturé d'ici l'été 2022. Les rejets dans l'océan sont inéluctables.

Marianne : *Quel bilan humain peut être dressé à ce jour ?*

Thierry Ribault : Sur les 175 000 personnes officiellement déplacées, 43 000 sont encore, en 2021, considérées comme réfugiées. Des centaines de milliers d'autres ont été ou sont encore exposées quotidiennement au rayonnement. Parmi les 370 000 personnes du département ayant moins de 18 ans au moment de l'accident, le nombre total de cas de cancers de la thyroïde suspectés ou confirmés est, à ce jour, de 264, à comparer à un taux moyen se situant au Japon entre 2 et 3 cas pour 1 million d'enfants. Les autorités invoquent un effet lié au « sur-diagnostic », tandis que certains épidémiologistes parlent d'« épidémie de cancers de la thyroïde »…

Par ailleurs, près de 60 000 liquidateurs sont intervenus sur le site depuis le début de la catastrophe, une grande partie d'entre eux sans dosimètre durant les premiers mois ayant suivi l'accident. Soucieux de ne pas perdre leur travail dans la sous-traitance du nucléaire, nombre d'entre eux ont triché sur leur dose cumulée.

Marianne : *Pourquoi cette rhétorique de la résilience a-t-elle été mobilisée si abondamment suite à la catastrophe de Fukushima ?*

Thierry Ribault : Le recours à la résilience permet de substituer à la question fondamentale des effets biologiques irréversibles induits par une exposition au rayonnement ionisant d'autres sujets. À la place, on parle de l'état mental, de l'*empowerment* des individus, ou de la « reconstruction » des leurs communautés. Le désastre nucléaire n'est donc plus un moment objectif inscrit dans l'histoire des sociétés industrielles, mais un phénomène subjectif essentiellement psychologique, voire psychiatrique d'une population. Ce faisant, on enjoint la population de sortir de sa « dépression » en misant sur ses qualités individuelles. Ainsi, lorsque des femmes manifestent auprès du corps médical leurs inquiétudes quant à la santé de leurs enfants, elles sont accusées de « radiophobie ». Elles subissent des pressions et sont stigmatisées.

Marianne : *Quels outils ont été mis en place après la catastrophe de Fukushima pour rendre la contamination socialement acceptable ?*

Thierry Ribault : Un ministre responsable de la « construction de la résilience nationale » a été nommé. Un programme de décontamination, encourageant les gens à prendre part à celle-ci pour ne plus craindre la radioactivité, a été développé. Une politique d'incitation au retour des populations évacuées a été instaurée. Cela a consisté à mettre fin à l'aide aux réfugiés, à supprimer les allocations logement et la mise à disposition d'habitats provisoires et à subventionner la reconstruction d'écoles dans les communes désertées. Une stratégie de reconquête des zones contaminées a été mise en place, visant l'installation de « plates-formes de reconstruction », encore appelée des *hubs*, afin d'encourager les gens à revenir y vivre.

Marianne : *En quoi, selon vous, la « cogestion » postcatastrophique avec les citoyens est-elle problématique ?*

Thierry Ribault : La résilience fait la promesse d'une réparation individuelle et collective qui ne peut être réalisée que si chacun

participe. En transformant ses victimes en acteurs, le statut même de victime est dilué dans la cogestion des dégâts. Le statut de désastre, lui, s'estompe dans la promesse de l'avènement d'un « nouveau départ » garanti par la résilience.

Dans le contexte de Fukushima, la cogestion revêt différentes formes. Il existe une forme citoyenne, consistant à acquérir des compétences dans le cadre d'une activité de collecte d'échantillons et de mesure de la radioactivité. Il y a également une forme libertarienne technocentrée visant notamment à rendre ses participants capables de développer par eux-mêmes leurs propres outils de mesure sur le mode du *do-it-yourself* afin d'encourager l'*empowerment* par les données. Enfin, il existe une forme plus administrée, copilotée par des représentants d'autorités locales, nationales ou internationales, par l'intermédiaire d'experts. Ces formes de cogestion participent toutes de l'élaboration du consentement au désastre et à ses suites.

Marianne : *Existe-t-il au Japon, des résistances aux exhortations à « vivre avec la contamination » ?*

Thierry Ribault : Un des effets dévastateurs de la « résiliothérapie », c'est-à-dire cette thérapie par le martyre prônée par la résilience, est d'ôter aux populations toute perspective de prise de conscience de leur situation et de révolte. Elles se retrouvent obligées de composer avec l'irrationnel dans lequel elles sont précipitées. Ce sont les mécanismes d'une telle reddition qui doivent être mis au jour.

Des résistances existent cependant. Les manifestations sans précédent et les procès intentés à TEPCO et l'État, en attestent. La fuite face à la menace radioactive en fait aussi partie.

Propos recueillis par Pauline Porro.

Entretien publié dans le magazine
Marianne le 16 mai 2021.

https://www.marianne.net/agora/entretiens-et-debats/thierry-ribault-la-resilience-ou-comment-fabriquer-du-consentement

Thierry Ribault

La résilience entend nous préparer au pire sans jamais en élucider les causes

22 mars 2021

Alors que le projet de loi Climat et résilience est examiné à l'Assemblée nationale, le chercheur en sciences sociales Thierry Ribault se livre à une critique virulente de la « technologie du consentement » visant, selon lui, à rendre acceptable le désastre par tous.

Face à l'épidémie de Covid-19, au changement climatique ou au terrorisme, la société française est invitée à renforcer sa résilience. Dix ans après la catastrophe de Fukushima et l'adoption par le Japon d'un plan de « résilience nationale », l'Assemblée nationale examine le projet de loi Climat et résilience.

Chercheur en sciences sociales au CNRS, coauteur avec Nadine Ribault des *Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima* (L'Encyclopédie des nuisances, 2012), Thierry Ribault vient de publier *Contre la résilience. A Fukushima et ailleurs* (éd. L'Echappée). Une critique radicale d'un concept qu'il décrit à la fois comme une idéologie de l'adaptation et une technologie du consentement qui vise à rendre acceptable le désastre en évitant de nous interroger sur ses causes.

Stéphane Mandard : *Les députés ont entamé l'examen du projet de loi Climat et résilience issu des travaux de la convention citoyenne pour le climat. Les débats se focalisent sur les mesures censées endiguer le dérèglement climatique, mais beaucoup moins sur la notion de résilience. Que recouvre-t-elle ?*

Thierry Ribault : La résilience tire sa force du fait de passer pour indiscutable. Prémisse à la résolution de tous les malheurs, elle nous invite à explorer les mille et une manières de plier sans rompre, se rendre conforme à notre milieu et se renforcer dans l'épreuve. Résister sans opposer de résistance et accepter que les hommes évoluent dans une société du désastre et la bénissent de les avoir rendus plus forts est son *modus operandi*. Apprivoiser le pire afin de stimuler nos capacités d'« antifragilité », cette force intérieure nous permettant d'anticiper les catastrophes et d'en accepter l'inéluctabilité pour aller de l'avant.

Car la résilience entend nous préparer au pire sans jamais en élucider les causes. Ce qui revient à intérioriser la menace et à transformer la réalité physique et sociale du désastre en une nécessité à laquelle on ne peut se soustraire, amenant chacun à faire l'impasse sur ce à quoi il est contraint de se soumettre pour tenter d'y répondre. Cet impératif de préparation fonde la *« transition écologique et climatique »* tant attendue par la loi Climat et résilience. Préparation par l'éducation, l'*« accélération de l'évolution des mentalités »* et la responsabilisation individuelle. Cette politique de résilience ayant toutes les allures d'une implacable et déshumanisante ingénierie du consentement, on peut comprendre que les débats portent sur les modalités de sa mise en œuvre plutôt que sur son caractère idéologique.

Stéphane Mandard : *Vous dénoncez une idéologie de l'adaptation (au pire), une technologie du consentement qui vise à rendre acceptable le désastre, à s'accommoder du pire, en évitant de nous interroger sur ses causes. Le projet de loi Climat et résilience ambitionne pourtant d'abord de « lutter contre » le dérèglement climatique ?*

Thierry Ribault : La résilience est une technologie du consentement parce qu'elle est à la fois un discours tenu sur la technique et une technique elle-même, visant à amener les populations en situation de désastre à consentir à la technologie (à Fukushima, il s'agit du nucléaire), y compris aux technologies de la survie et de domptage de la nature censées répondre aux dégâts perpétrés. Il s'agit aussi de consentir aux nuisances et à leur cogestion. Consentir, encore, à l'ignorance en désapprenant à être affecté par ce qui nous touche au plus profond de nous, notre santé

notamment. Consentir enfin à l'expérimentation de nouvelles conditions de vie.

Appelant à « lutter contre » le dérèglement climatique en vivant avec, et exhortant chacun à prendre part à son gouvernement de manière active, positive et citoyenne, la loi Climat et résilience s'inscrit dans la « résiliomanie » contemporaine. Elle rend émotionnellement maniable ce qui est démesurément terrifiant en euphémisant le fait que nous sommes dans la catastrophe, en concentrant ses injonctions sur la mise en ordre de marche face à celles à venir, et en tablant sur nos aptitudes à rebondir à travers elles vers un « monde de demain » déjà là.

Administrer le consentement au désastre requiert d'administrer les sentiments à son égard. Il s'agit, par la « culture du risque », de nous convier à écoper avec des affects de joie agissante, de faire de chacun un « *citoyen consommateur acteur du changement* », d'« *impérativement changer nos mentalités, nos manières de vivre et nos manières d'agir* ». Cette loi prend part à la raison catastrophique qui nous trouve toujours de bonnes raisons pour endurer le désastre au prétexte de le dépasser. Ce qui la rend contestable n'est donc pas tant qu'elle serait un collage de « *mesurettes* », comme s'en indignent ceux qui en attendent toujours plus d'un Etat pétrifié, mais qu'elle entérine ce nouvel esprit des nuisances reposant sur l'individualisation de leur intendance et sur le « do it yourself », cette maestria du bricolage piloté en temps de catastrophe. Esprit qui, au lendemain de l'accident nucléaire de Fukushima, a contribué à calmer la fureur des populations.

Stéphane Mandard : *Comment est né le concept de résilience et comment a-t-il émergé dans le champ de l'écologie ?*

Thierry Ribault : De la science des matériaux à sa mobilisation en tant que thérapie pour tout type d'expériences douloureuses (cancer, sida, perte d'un proche, captivité, catastrophes, attentats, maltraitance), autant d'épreuves que l'on est censé supporter en leur trouvant un sens, la résilience a connu une expansion tous azimuts. Dans le champ de l'écologie, son importation s'est opérée via un édifiant détour de production. Dans les années 1950, les Américains Eugene et Howard Odum, biologistes missionnés par la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, vont étudier la résistance des écosystèmes des atolls coralliens micronésiens, et

accessoirement des populations, aux effets des particules radioactives disséminées par les essais atomiques.

C'est de l'intérêt morbide de cette « écologie des radiations » pour l'étude de la capacité du vivant à s'adapter à sa destruction et à en tirer parti, dans des îles transformées en laboratoires nucléaires jetables, dont héritera l'écologie systémique naissante. Dans les années 1970, l'écologue canadien Crawford Holling confirmera le cap et développera un programme de « sécurité écosystémique » plus libéral, baptisé Résilience, c'est-à-dire la capacité à supporter les chocs et à se réorganiser efficacement en capitalisant sur les « *opportunités émergentes* ».

Stéphane Mandard : *Face à la pandémie de Covid-19, comme après les attentats de 2015, les injonctions à s'adapter ou à « vivre avec » se multiplient pour préparer le fameux « monde d'après ». Y voyez-vous de la part des responsables politiques une manière de se déresponsabiliser ?*

Thierry Ribault : Vivre avec le confinement, vivre avec un masque, une attestation, un couvre-feu… donc vivre en acceptant la privation de libertés et la surveillance du respect de cette privation devient irrécusable. D'autant plus que dans sa prétention à résoudre, la résilience s'empresse d'absoudre les uns et de culpabiliser les autres, ceux qui refusent de collaborer à cedit « monde d'après ». Citoyens, industriels et décideurs deviennent responsables à parts égales, comme le clame le « *on va arrêter le grand n'importe quoi* » de Barbara Pompili [la ministre de l'écologie, le 10 février, avant l'examen du projet de loi], qui élude la définition de ce « on » niveleur, pour mieux légitimer le fait qu'« *on va embarquer tout le monde* ».

La résilience permet, d'autre part, d'évacuer la réalité objective de la catastrophe et de ses suites induites par un technocapitalisme de moins en moins contrôlable, renvoyant leurs origines à la contingence, là où on a affaire à des processus socio-économiques en flagrant délit de contradiction. Rendue subjective, la catastrophe devient une question à régler avec soi-même, un dépassement à opérer dont on ne se demande jamais s'il n'est pas pire que ce qui est dépassé, une victoire à remporter sur la peur, censée anéantir la menace qui la fait naître.

Il s'agit de combattre le cancer, le dérèglement climatique, le Covid-19 ou le terrorisme, sans combattre le monde qui les fait émerger, car la résilience est toujours tournée vers l'avenir. La question devient : comment le malheur d'aujourd'hui peut-il nous conduire au bonheur de demain ? Cette liquidation du passé et du présent ôte aux populations toute perspective de prise de conscience de leur situation et de révolte.

Stéphane Mandard : *Fukushima est présenté comme le laboratoire de la résilience. Après la catastrophe, le gouvernement japonais a élaboré un plan de résilience nationale visant à « construire une nation forte et résistante aux désastres ». Dix ans plus tard, quel bilan peut-on tirer ?*

Thierry Ribault : Des piscines suspendues remplies de combustible restent à la merci des tremblements de terre, trois cœurs en fusion sont irrécupérables, les eaux contaminées du site rejoindront l'océan, 90 000 liquidateurs et décontaminateurs ont été mobilisés dans des conditions de sécurité discutables, 43 000 personnes sont encore réfugiées à ce jour, et les cancers de la thyroïde sont en hausse. La catastrophe nucléaire de Fukushima est un impossible non résolu que la politique de résilience prétend solutionner.

Un ministre de la « construction de la résilience nationale » a été nommé. Un programme de décontamination enhardissant les gens à y prendre part pour désactiver leur peur de la radioactivité a été développé. Une politique d'incitation au retour des populations mettant fin à l'aide aux réfugiés et subventionnant la reconstruction d'écoles dans les communes désertées a été instaurée. Prenant le parti de peupler des hôpitaux de malades plutôt que de rendre inhabitées des terres inhabitables, une stratégie de reconquête des zones contaminées aiguillonne les gens à revenir y survivre.

Les « résiliothérapeutes » peuvent se targuer d'avoir réussi à contenir les populations exposées à la contamination, l'immense majorité n'ayant pas été déplacée, et à réduire au silence leur liberté d'avoir peur, sous couvert de les en libérer. Objectif, d'ailleurs aussi, clairement affiché par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soucieuse de « *dissiper la peur de la pandémie de Covid-19* », à défaut d'en sortir.

Stéphane Mandard : *Si la résilience est une imposture solutionniste qui mène à une impasse, alors quelle alternative lui substituer pour échapper au désastre ?*

Thierry Ribault : Une raison non catastrophique où l'anxiété n'est plus appréhendée politiquement comme symptôme d'une maladie de l'inadaptation, mais en tant que mouvement vécu et justifié, une tentative d'extirpation de l'état d'ignorance et d'impuissance dans lequel on se trouve. La peur est le signe d'une disposition non altérée à la liberté et à la vérité. Un moment indispensable pour prendre conscience des causes qui nous amènent à l'éprouver. Car elle est un effet de la catastrophe et non pas une conséquence, contrairement à ce qu'en dit la résiliothérapie, qui en individualise la prise en charge en culpabilisant les victimes et préconise d'apprendre à éteindre notre peur pour mieux étreindre notre malheur. Sortir de la prétention, y compris technologique, de pouvoir répondre à des situations impossibles, c'est prendre conscience de l'impuissance et de ses causes. La suite en découlera.

Thierry Ribault est chercheur en sciences sociales au CNRS. Il est coauteur, avec Nadine Ribault, de *Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2012.

Interview publiée dans le journal
Le Monde du 22 mars 2021.

https://www.lechappee.org/collections/pour-en-finir-avec/contre-la-resilience

Thierry Ribault

Il y a une injonction à être des contaminés satisfaits

12 mars 2021

À Fukushima, autorités et experts ont invité les habitants à s'accommoder au plus vite d'une situation gravissime. Thierry Ribault explique comment le concept de résilience sert à étouffer toute réflexion sur les causes réelles des catastrophes.

Basta ! : *Votre ouvrage,* Contre la résilience - À Fukushima et ailleurs, *analyse le concept de résilience, omniprésent dans notre société, et largement convoqué suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima, qui a commencé il y a 10 ans, le 11 mars 2011. Pour vous, si elle semble aider les victimes à faire face, la résilience les invite surtout à s'accommoder de la catastrophe. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?*

Thierry Ribault : La résilience est un concept adulé dans nos sociétés, notamment pour administrer les désastres, c'est-à-dire non seulement pour les gérer mais aussi pour les transformer en remèdes aux dégâts qu'ils génèrent. On peut comprendre cet engouement étant donné que nous sommes de plus en plus confrontés à des catastrophes impossibles à maîtriser. La résilience apparaît comme une formule magique car elle prétend clore cette impossibilité, et en faire une source d'inspiration et de rebond vers un soi-disant « monde d'après ». En fait, plus on connaît les causes des désastres, plus les réponses que l'on fournit sont concentrées sur leurs conséquences, et sur la meilleure façon dont on peut en tirer parti, rendant ainsi les causes de plus en plus désastreuses. C'est un principe de base de la résilience que l'on pourrait définir comme « l'art de s'adapter au pire ».

Dans le cas d'une catastrophe nucléaire comme celle de Fukushima, mais c'est aussi vrai ailleurs, la résilience est promue

au rang de technique thérapeutique pour faire face au désastre. On va individualiser le problème et amener les gens à faire fi de leur impuissance face aux dégâts pour, au contraire, leur donner l'impression d'être puissants et agissants. Chacun est exhorté à « rebondir », à « vivre avec ». Les victimes sont amenées à cogérer le désastre, en participant à la « décontamination » ou en surveillant la radioactivité ambiante. L'objectif des apôtres de la résilience (autorités étatiques, associations locales, experts internationaux), c'est d'amener chacun à cesser de s'inquiéter « inutilement » d'avoir fatalement à vivre avec la contamination. Personne n'ose dire que l'on va « vivre comme avant » mais on parle de « situation post-normale », qui est en fait une situation de survie. Les gens doivent apprendre à se contenter d'un bonheur palliatif, où règne le « trop peu », considéré comme éternel et indiscutable : « trop peu » de santé, « trop peu » de liberté, « trop peu » de peur, « trop peu » de refus, « trop peu » de vie.

Basta ! : *Cette injonction à « vivre avec » permet aux autorités de « faire ravaler leur colère aux gens », dites-vous. Pourquoi ? Et comment ce refoulement de la colère opère-t-il ?*

Thierry Ribault : Dans toutes les catastrophes, il y a un pilotage des sentiments, notamment de l'impuissance, et on peut le comprendre, car l'impuissance révolte les gens. Elle fait naître en eux un sentiment terrible de colère. La résilience permet de refouler cela. Au départ, à Fukushima, les gens étaient très vindicatifs face à la gestion de l'accident nucléaire par les autorités. Mais en peu de temps, ils ont endossé le discours selon lequel il faut « dépasser la colère », ce qui revient à gommer la gravité de la situation. Cette amnésie collective s'appuie sur divers moyens, à commencer par la réévaluation du seuil d'« inacceptabilité » des radiations, euphémisé en « niveau de référence », et qui est passé de 1 à 20 mSv par an. Les habitants sont encouragés à prendre part aux programmes de décontamination, pour – leur disent les autorités – « évacuer leur peur » car « c'est la peur qui tue » et non pas l'exposition aux particules radioactives. Des associations locales sont créées pour remonter le moral des habitants. Dès 2012, le gouvernement a nommé un ministre responsable de la « construction de la résilience nationale ».

Le leitmotiv c'est que l'on peut vivre en territoire contaminé. Simplement, il faut prendre quelques précautions. Dès lors, les

victimes sortent de leur passivité face à l'agression, elles deviennent actrices. C'est rassurant, et elles finissent pas basculer dans la « positivation » de leur malheur : les gens renouent avec l'espoir car les actions de décontamination collective, ou de production de science citoyenne avec les relevés individuels de radioactivité, mobilisent la solidarité et la capacité individuelle à surmonter une épreuve. Tout cela va jusqu'à conduire certains à affirmer que « c'est merveilleux de vivre à Fukushima », ou encore que « l'histoire de Fukushima est un cadeau pour le futur ».

Comme à Tchernobyl, où a été expérimenté *in vivo* pour la première fois ce concept du « vivre avec » la contamination radioactive, on retrouve des influenceurs-experts français qui viennent surfer sur le désespoir des gens, en organisant des pseudo-dialogues et des pseudo-rencontres démocratiques où les gens viennent apprendre à « calmer leur anxiété ». Il y a cette conviction que le problème, ce n'est pas la contamination, mais la peur que les gens éprouvent. On fait glisser le curseur de l'analyse vers la psychologie et la capacité de réception et d'adaptation, au lieu de se concentrer sur le problème principal, à savoir les causes qui mènent à être contraint de s'adapter au pire.

Basta ! : *Pour inciter les japonais à se conformer à cette vision d'une catastrophe « pas si grave », il y a aussi la « politique du retour », qui réduit les possibilités de survivre hors de la zone contaminée…*

Thierry Ribault : Bien sûr. Peu à peu, le gouvernement a réduit ou supprimé les subventions versées aux réfugiés, et a rendu difficile l'accès à des logements de substitution ailleurs que dans le département de Fukushima. Il y a aussi des reconstructions d'écoles dans les villages contaminés, ou des incitations, par décret, à consommer des produits locaux dans les cantines scolaires. Tout cela joue en faveur d'un basculement psychologique favorable au « vivre avec ». Ajoutons le discrédit jeté sur toute forme de contestation et de crainte, avec une culpabilisation de ceux qui rechignent à vivre en zone contaminée et qui ont l'impression d'abandonner ceux qui y restent. Toutes les émotions susceptibles de soutenir un questionnement sur le bien fondé de l'accommodation sont appréhendées comme des maladies nécessitant d'être soignées. On a ainsi parlé des « cervelles

irradiées » des mères inquiètes pour la santé de leur enfant. Il y a réellement une injonction à être des contaminés satisfaits.

Basta ! : *Cette gestion très individualisée de la catastrophe ne revêt-elle pas aussi un caractère néolibéral ?*

Thierry Ribault : En partie, avec la disparition du social au profit de l'individu, la sur-responsabilisation, la valorisation de l'auto-organisation, etc. Mais la résilience est plus que cela. C'est une technologie du consentement qui précède historiquement le néolibéralisme. Elle s'est développée en même temps que la société industrielle car il s'agit de trouver de bonnes raisons à la traversée de la catastrophe. On est baigné depuis la révolution industrielle dans cette idée que le désastre est source de progrès et la résilience contribue à la consolidation de cette idée. J'affirme au contraire que le désastre n'est pas une source de progrès, et que le malheur n'est pas une source de bonheur. Il est ce qu'il est, point. En faire un simple moment que l'on peut positiver à tout crin est extrêmement dangereux, car cela revient à le légitimer.

Aux origines idéologiques de la résilience, on trouve également des affinités avec un eugénisme doux. Au Japon, la Nippon Foundation, encore appelée Fondation Sasakawa, ouvertement d'extrême droite, a financé nombre d'initiatives encourageant les gens à « vivre avec » la radioactivité. On peut ajouter que la propagande sur la reconquête et le « repeuplement » des territoires contaminées a des relents fascisants, particulièrement lorsqu'elle considère les femmes comme des « machines à faire des enfants » (sic). En Europe, en France notamment, il y a des affinités politiques entre les gens qui promeuvent et construisent les programmes de réhabilitation à Tchernobyl et Fukushima et les mouvements d'extrême droite religieux pro-vie. On retrouve cette idée que toutes les formes de vie sont belles même si elles sont dures. Idées que les résiliomaniaques n'hésitent pas à mobiliser dans des assertions du type « la catastrophe est un crible qui élimine le faible et renforce le fort : c'est la vie », ou encore « l'expérience du camp de la mort est vécue comme un chemin initiatique procurant une force de vie ». Il ne s'agit pas de dire que recourir au concept de résilience équivaut à être fasciste. Mais il faut réfléchir à ces affinités idéologiques réelles pour comprendre ce qui se joue au détriment des populations.

Basta ! : *Vous évoquez aussi la production d'ignorance, qui ne relève pas nécessairement du pur mensonge, mais plutôt de ce que les historiens des sciences nomment « la science non faite ». On ne cherche pas, ou peu (d'éléments radioactifs par exemple), et par conséquent, il n'y a rien, ou peu à craindre…*

Thierry Ribault : La science post-catastrophe est obnubilée par le fait de rassurer les populations au plus vite et au moindre coût. C'est pourquoi il n'y a pas eu de réelles enquêtes sur la dose reçue par les habitants dans les premiers jours de la catastrophe, au prétexte que cela aurait fait naître de l'anxiété. Il ne s'agit pas tant, par cette production d'ignorance organisée, de cacher ou d'obstruer le savoir que d'instiller, dans les esprits comme dans les pratiques, cette idée qu'avec moins ou peu de connaissances, on peut finalement s'en tirer et sans doute mieux qu'avec trop. On va par exemple se focaliser sur un nombre de particules très réduit – le césium ou l'iode – alors que plus d'une centaine ont été disséminées. Les zones d'étude prises en comptes sont rétrécies. Les enquêtes sur la contamination interne sont marginales… À force de restreindre le champ des recherches, on finit par se dire que l'on va pouvoir vivre dans ce milieu qui nous menace, et que l'on va même pouvoir y vivre « en toute plénitude », en en sachant de plus en plus sur de moins en moins.

Basta ! : *Ce que vous affirmez, c'est que la résilience aboutit à une banalisation de la menace, au fait de voir la catastrophe comme un mal nécessaire, auquel il faudrait simplement se préparer, puis s'accommoder. Pourquoi ?*

Thierry Ribault : La résilience prête main forte au paradigme du risque et érige une adhésion absolue au caractère inévitable du désastre qu'il se charge de probabiliser. On sait désormais que, pour des raisons économiques (le coût de l'évacuation) et politico-stratégiques (la pérennité à tout prix du nucléaire), l'État, en situation de catastrophe nucléaire, restreint les possibilités offertes aux populations de choisir de partir, puis celles de choisir de ne pas revenir. Il faut donc inculquer aux populations qu'en cas de catastrophe nucléaire, l'évacuation est impossible, dangereuse, inutile. La solution, par conséquent, c'est de fournir aux gens la capacité de gérer leur dose au quotidien. Cette idée est au cœur de ce que l'on appelle « la culture pratique du risque radiologique », et

elle est désormais au centre de toutes les politiques de gestion d'une catastrophe nucléaire ou pas, y compris en France.

Cette doctrine, qui a d'abord été mise en application à Tchernobyl, puis à Fukushima de manière plus sophistiquée, est un tournant majeur dans la pensée de ceux et celles qui défendent le nucléaire. Au départ, les nucléaristes purs et durs ne voulaient pas entendre parler de la cogestion de la contamination, parce que cela allait faire peur aux gens. Mais finalement, ils se sont ralliés à l'idée selon laquelle il faut que les populations prennent une part active à la gestion de la catastrophe. Cette évolution est liée à la nouvelle prémisse selon laquelle le risque zéro n'existe pas. D'inexistant, le risque est devenu inévitable. Mais sans que cela ne pose réellement de problème. Il s'agirait plutôt du prix à payer pour avoir la chance de vivre le confort du progrès technologique. On est clairement, avec ce discours, dans la préparation à la catastrophe, la prochaine.

Basta ! : *Pour vous, l'un des problèmes de ces discours sur l'accommodation à la catastrophe, c'est qu'ils font l'économie de se demander comment on en est arrivé là, et rendent toute révolte impossible.*

Thierry Ribault : Le principe de la résilience, c'est de préparer les gens au pire sans jamais élucider les raisons de ce pire. La résilience interdit de s'interroger sur le fait que les catastrophes industrielles sont liées à notre mode de production économique capitaliste, qu'elles sont le résultat d'une société technologique se voulant sans limite. Il s'agit en fait de combattre le cancer, le dérèglement climatique ou le Covid-19, sans combattre le monde qui les fait émerger. La résilience est toujours tournée vers l'avenir. La question, devient simplement : comment le malheur d'aujourd'hui va-t-il nous conduire vers le bonheur de demain ? Il y a un gommage du passé, qui ôte aux populations toute perspective de prise de conscience de leur situation et de révolte par rapport à elle. La résilience apparaît ici comme un puissant outil de résistance au changement. Elle fait du malheur une ressource au service de la perpétuation de ce qui existe déjà, et transforme l'humain en machine à encaisser les coups pour mieux repartir au combat.

L'alternative est de considérer réellement le malheur, de le nommer et non pas de lui donner un sens pour mieux l'évacuer, et de faire advenir à la conscience la dureté de ce que l'on vit,

conscience indispensable pour aller ensuite vers des formes de vie sociale radicalement différentes, plutôt que se résigner aux rapports sociaux et à leurs nuisibles sous-produits tels qu'ils sont. On ne traverse pas les épreuves, on est traversés par elles. La conscience de la gravité d'une situation et la peur qu'elle inspire (elle aussi prohibée par la résilience au nom de l'impératif de dépassement), sont des moment cruciaux pour nous amener à nous questionner individuellement et collectivement sur les causes réelles qui mènent à ces situations de catastrophes devenues conditions du progrès. Avec la résilience, selon laquelle on ne souffre jamais en vain, on est dans un refoulement sans fin de cette conscience. L'investissement dans l'exaltation de la souffrance et du sacrifice en situation de catastrophe est inversement proportionnel aux efforts déployés pour en être épargnés. Efforts que l'on pourrait consacrer à réfléchir et construire des sociétés dans lesquelles est vivifié le désir de prendre distance vis-à-vis de la condition de survivant, condition à laquelle la résilience nous somme de prendre part citoyennement.

Thierry Ribault est chercheur en sciences sociales au CNRS. Il est coauteur, avec Nadine Ribault, de *Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2012.

Interview réalisée par Nolwenn Weiler pour
le site Bastamag.net le 12 mars 2021

https://www.bastamag.net/Fukushima-contaminations-zones-radioactives-catastrophes-nucleaires-contre-la-resilience-thierry-ribault

Laura Raim

Contre la résilience

2 avril 2020

La mise en avant de la « résilience », nom donné à l'opération militaire anti-Covid de Macron, est symptomatique d'une idéologie qui compte sur les individus pour surmonter les catastrophes engendrées par un système qu'on ne veut pas remettre en cause. Généalogie d'un concept fort utile pour ceux qui ne veulent rien vraiment changer.

On ne sait pas encore très bien comment la mobilisation de deux navires de guerre contribuera à faire face à l'épidémie de Covid-19, mais peu importe. Le nom de l'opération militaire, « Résilience », qu'Emmanuel Macron a annoncée le 25 mars 2020 en dit d'ores et déjà long sur sa politique. Après « développement durable », « résilience » est devenu depuis une dizaine d'années le nouveau terme à la mode, à saupoudrer sur les politiques publiques de toutes natures. Que ce soit face au terrorisme, au dérèglement climatique, aux catastrophes naturelles, aux crises financières ou aux épidémies, il ne s'agit plus de nier que le désastre guette, ni qu'il est déjà là pour certains, mais d'enjoindre les individus et les communautés politiques à renforcer leur « résilience » pour y survivre.

Popularisé en France par Boris Cyrulnik, le terme semble à première vue inoffensif. Dans son bestseller de 1999 *Un merveilleux malheur*, le psychiatre file la sympathique métaphore de l'huître qui, pour se protéger du grain de sable qui la blesse, secrète du calcaire, produisant ainsi une perle. L'auteur fournit lui même un exemple parlant en la matière : fils de Juifs immigrés d'Europe de l'Est morts en déportation, il échappa de justesse à plusieurs rafles et vécut caché sous une fausse identité pendant l'Occupation. Emmanuel Macron, qui disait récemment devoir beaucoup à Cyrulnik, l'a d'ailleurs chargé en septembre de présider une

commission d'experts pour réfléchir à l'amélioration de l'accompagnement des « mille premiers jours de l'enfant ».

De la physique à la psychologie

Si la faculté de ne pas se laisser abattre par la maladie, la peur de la contamination et le confinement constitue indéniablement un atout en cette période de crise, ériger la « résilience » en mot d'ordre de l'action gouvernementale est autrement problématique. Car, au delà du message optimiste que porte Cyrulnik, la « résilience » véhicule aussi une idéologie douteuse aux relents darwinistes, qui ne présage rien de bon dans la « guerre » en cours contre le virus.

Il faut dire que le concept a connu bien des mutations. Simple synonyme de « rebond » au XVIIIe siècle, le terme de « résilience » est employé au siècle suivant dans la physique pour désigner l'aptitude d'un corps à résister aux chocs et à retrouver sa forme initiale après une compression, une torsion ou une élongation, avant d'être importé dans les années 1970 par les sciences de l'écologie pour analyser l'évolution et l'adaptation des écosystèmes, notamment dans les travaux de Crawford Stanley Holling.

C'est toutefois dans le champ de la psychologie que le terme connaît l'apogée de sa gloire, désignant la capacité plus ou moins développée selon les individus à surmonter des traumatismes. Parmi les précurseurs, le psychiatre et psychanalyste britannique John Bowlby avait étudié dès les années 1950 l'importance de la relation d'attachement de l'enfant avec sa mère pour forger sa capacité à gérer des situations stressantes à l'âge adulte. On peut également citer l'américaine Emmy Werner, qui a mené une étude longitudinale sur le destin d'enfants des rues nés en 1955 à Hawaii, ou encore Fritz Redl, l'ancien élève viennois d'Anna Freud qui a introduit le concept d'« *ego resilience* » en 1969, et qui s'est penché sur le phénomène des « enfants invulnérables ». Dans les années 1960 aux Etats-Unis, le père de la « psychologie positive » Martin Seligman a découvert que certaines personnalités « optimistes » avaient tendance à refuser la passivité dans les situations difficiles et à percevoir les infortunes comme « *temporaires, locales et modifiables* ».

Plus qu'une faculté psychique, une idéologie

Or ce sont d'abord les applications pratiques qui ont découlé de ces observations qui laissent circonspects. La résilience a en effet rencontré l'intérêt de l'armée, qui a confié en 2008 à ce même Seligman un programme de 145 millions de dollars de « conditionnement physique » pour tenter de lutter contre le syndrome de stress post-traumatique. Le monde des affaires s'est également montré sensible aux vertus de la résilience, considérée comme un muscle que les cadres et entrepreneurs férus de développement personnel cherchent à renforcer afin de « rebondir » après un échec, faire face à l'adversité et booster leur carrière dans un univers ultra compétitif. La *Harvard Business Review* dispense ainsi par exemple quelques conseils pour « évaluer, gérer et renforcer » notre « résilience » et reconstituer notre stock de « monnaie positive », qui « trouve son origine dans des interactions positives réelles, des événements et des souvenirs ».

La carrière fulgurante de la résilience ne s'est pas arrêtée à la psychologie – qu'elle soit universitaire, de comptoir ou d'entreprise, se frayant un chemin dans les travaux d'économie (on parle de « résilience de l'emploi ») et d'urbanisme (« les villes résilientes »). Mais elle s'est surtout imposée comme concept clé des politiques publiques, et ce quelque soit le domaine. Le terme est désormais incontournable dans tous les rapports et programmes des organisations internationales. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 lancé par l'ONU en 2015 s'est ainsi doté d'un cadre analytique « risque et résilience ». En 2013, la Commission européenne a adopté un « Plan d'action pour la résilience dans les pays exposés aux crises pour la période 2013-2020 » et en 2017, le Parlement européen a adopté une Résolution « sur la résilience en tant que priorité stratégique de l'action extérieure de l'Union ». En 2014, la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en ont fait la thématique centrale de leurs rapports annuels respectifs. La résilience était également un axe central des Objectifs de développement durable (ODD) – succédant en 2015 aux Objectifs du Millénaire pour le développement. En 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié un rapport intitulé « Renforcement de la résilience : un pilier de Santé 2020 et des

objectifs de développement durable ». En 2016, les pays de l'OTAN ont pris l'engagement d'améliorer la résilience au sommet de Varsovie.

La diffusion du terme tient en grande partie à la fondation Rockefeller, dont la présidente, Judith Rodin, a signé un livre au titre évocateur *The resilience dividend, being strong in a world where things go wrong* [Public Affairs, 2014] (Le dividende de la résilience. Être fort dans un monde où les choses peuvent mal tourner). Depuis 2013, la Fondation a créé et financé des postes de « *chief resilience officers* » dans une centaine de métropoles du monde entier.

Assumer la vulnérabilité

Or cette circulation à travers le champ social s'est accompagnée d'une orientation idéologique particulièrement pesante. Comme le soulignent Julian Reid et Brad Evans dans leur livre *Resilient life, The art of living dangerously*, l'accent sur la résilience est symptomatique du désengagement de l'Etat à l'ère néolibérale : il n'appartient plus au souverain étatique de garantir une impossible sécurité face au chômage, à la maladie et à la vieillesse, mais aux individus d'assumer leur « *vulnérabilité* » et « *d'accepter la dangerosité du monde* » pour cultiver leur adaptabilité face à des risques décrétés aussi inévitables que des catastrophes naturelles. La résilience implique que l'on ne peut pas changer les systèmes économiques existants, ni arrêter les désastres qu'ils créent, mais seulement s'en accommoder le mieux possible.

Le philosophe australien de l'environnement Glenn Albrecht dénonce à ce propos dans ses travaux la « *résilience perverse* » des groupes pétroliers qui communiquent sur la dimension non seulement « *durable* » mais « *résilientes* » de leurs industries. Une chronique du philosophe libéral Gaspard Koenig qui se propose de « *penser l'après-virus* » dans *Les Échos* du 18 mars en fournit une belle illustration :

> « Si l'on doit changer nos modes de vie, ce n'est certainement pas pour revenir au dirigisme, met-il en garde. Les entreprises ne pourront plus prétendre que le télétravail est impossible ; elles devront redéfinir leurs modèles économiques pour y intégrer la résilience. »

Et éviter qu'à la prochaine épidémie elles perdent autant de chiffre d'affaire…

Dans une tribune du *Monde*, la philosophe Eva Illouz mettait déjà en garde en 2016 contre les « *usages idéologiques* » de l'idéal de la résilience, qui « *prive de légitimité les sentiments négatifs, pourtant inévitables et même nécessaires* » dans les situations objectivement injustes et révoltantes.

> « Nos sociétés imposent au moi un devoir de performance psychologique où la psyché doit se montrer plus forte que les structures sociales, parfois écrasantes. »

Macron ne s'y trompe pas. En baptisant son opération militaire « Résilience », le président signale qu'il ne s'attaquera surtout pas aux causes structurelles de l'épidémie : la destruction des habitats naturels et de la biodiversité qui favorisent la transmission du virus entre espèces, la mondialisation qui accélère la diffusion planétaire de l'épidémie, la démolition de la recherche publique qui nous prive de connaissances scientifiques sur les coronavirus et la dislocation de l'hôpital public qui complique le traitement des malades. Il n'est pas question, donc, de changer de système pour empêcher de futures épidémies, mais de sauver le système actuel et de tenter de survivre à la prochaine épidémie.

Laura Raim, journaliste.

Article publié sur le site Regard.fr le 2 avril 2020.
http://www.regards.fr/idees-culture/article/contre-la-resilience

https://www.hors-serie.net/Aux-Ressources/2021-03-06/Contre-la-resilience-id439

Alexandre Gefen

Résilience, vous avez dit résilience ?

octobre 2020

*La résilience, notion clef de la psychologie positive contemporaine, est aussi le nom de l'opération lancée le 25 mars 2020 par l'armée française pour contribuer à la « guerre » contre l'épidémie. Revenir au contexte d'émergence et aux sources idéologiques de cette notion permet de comprendre son glissement d'un projet d'*empowerment *de l'individu à un principe d'autocontrôle, de la résilience à la guerre à l'idée d'une guerre comme forme de résilience. Devenue concept politique, la résilience impose une critique politique.*

Ayant déferlé en France depuis les années 1980 avec les théories du trauma, à partir d'une référence obligée à Boris Cyrulnik, très vite entré dans la sphère du développement personnel et de la psychologie populaire, le concept de résilience a nouvellement pris avec la crise du Covid-19 une dimension idéologique et économique centrale – on se souvient que c'est le nom de l'opération lancée le 25 mars 2020 par l'armée française pour contribuer à la « guerre » contre l'épidémie. L'instrumentalisation jusqu'à la propagande, sa circulation complexe entre résistance, *reliance*, solidité, sûreté, autorégulation, imposent d'en faire la généalogie morale et politique. Devenue concept politique, la résilience impose une critique politique.

« On vivait dans la profusion de tout, des informations et des “expertises”. Il y avait de la pensée sur l'événement sitôt survenu, les façons de se comporter, le corps, l'orgasme et l'euthanasie. Tout se discutait et se décryptait. Entre “addiction” et “résilience”, “travail de deuil”, les moyens de mettre sa vie et ses émotions en

mots pullulaient », raconte Annie Ernaux [17] en décrivant le tournant des années 2000 à l'heure de la naissance d'Internet comme sphère pulsionnelle, de l'information mondiale en temps réel et de la démocratisation des pratiques d'auto-analyse.

La résilience, banalisée en deux décennies jusqu'à devenir le concept fourre-tout des innombrables manuels de la psychologie positive et des romans qui les accompagnent (pensons simplement au best-seller *Nos résiliences* d'Agnès Martin-Lugand vendu à plus de trois millions d'exemplaires) appartient en bonne part au nouveau vocabulaire de saisie de l'expérience et de connaissance de soi. Elle est indissociable de ce que le sociologue Danilo Martucelli [18] nomme « l'auto-émancipation » du sujet à un moment historique où notre vie singulière est « devenu l'horizon liminaire de notre perception sociale ».

L'histoire de la notion psychologique de résilience permet d'éclairer quelque peu cette émergence [19] : s'opposant à la conception freudienne du *trauma* qui fait de celui-ci une perte de plasticité et l'origine inéluctable de la névrose [20], après-guerre le psychiatre et psychanalyste britannique John Bowlby observant les enfants ayant subi des séparations durant les bombardements a commencé à identifier le rôle des attachements dans la manière dont le trauma a pu se transformer en avançant une notion toute nouvelle : l'« ego-résilience ».

Ces analyses ont trouvé avec la découverte des réactions différenciées des soldats aux horreurs de la guerre du Vietnam un autre champ d'application, à un moment où une théorie moderne du trauma a fait de celui-ci une réaction normale et intelligible à une situation anormale (et non une réponse anormale à un choc normal [21]). Ces travaux ont été suivis par ceux d'Emmy Wermer, qui a découvert dans les années 1980 l'évolution favorable d'un

---

[17] Annie Ernaux, *Les années*, éd. Gallimard, coll. Folio, 2008.
[18] Danilo Martucelli, *La société singulariste*, éd. Armand Colin, 2010.
[19] Voir notamment Serge Tisseron, *La Résilience*, PUF, 2017 ; et Eva Illouz, *Happycratie. Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Premier Parallèle, 2019.
[20] Voir par exemple Catherine Malabou, *Les Nouveaux Blessés. De Freud à la neurologie, penser les traumatismes contemporains*, Bayard, 2007.
[21] Opposition tirée de Richard Rechtnam, vidéo du 20 décembre 2017 ; <http://www.ipev-fmsh.org/richard-rechtman-nous-parle-du-concept-de-resilience/>.

nombre non négligeable d'enfants de catégories vulnérables, mais qui se sont montrés en fait résilients face au trauma, puis par ceux de Michael Rutter et Ann Masten ayant analysé les « facteurs de protection » permettant de surmonter les dangers. Revenant sur l'expérience de survivants ayant, comme Viktor Frankl, célèbre psychiatre et ancien déporté, analysé les raisons de leur survie en termes d'adaptation et de transformation de soi par les événements, la psychologie de la résilience a été rapidement parallèlement popularisée par Dave Pelzer aux États-Unis et Boris Cyrulnik en France dans le contexte des philosophies positives et des spiritualités post-modernes.

Exposée au risque de produire un héroïsme faussement personnalisé, à celui d'écraser la complexité de la vie psychique et de mécaniser la réponse psychique à l'événement, la première approche assez déterministe de la notion s'est complexifiée, jusqu'à voir le concept remplacé par celui de « développement post-traumatique » : Glenn Richardson [22] a ainsi montré qu'après une approche de la résilience centrée sur les qualités individuelles du sujet résilient, l'on s'est intéressé à la construction de la résilience (par exemple à travers la notion développée par Cyrulnik de « tuteurs de résilience ») puis, pour éviter le risque d'en faire un « chemin balisé » [23], à l'action de l'environnement et à la variété des formes individuelles de résilience, qui ne présentent pas une configuration unique et ne conduisent pas à un seul type heureux de reconstruction.

À ces critiques issues des psychologues eux-mêmes, on peut ajouter une réflexion plus large et plus politique revenant au contexte d'émergence et aux sources idéologiques de la notion. De manière très éclairante, Paul Claudel, décrivant l'Amérique après la crise de 1929 « à l'une des heures les plus tragiques de son histoire, quand toutes les banques avaient fermé et que la vie économique était suspendue » évoque dans un texte précisément intitulé "L'élasticité américaine" l'importance du concept de résilience en contexte de crise économique : « il y a dans le tempérament américain une qualité que l'on traduit là-bas par le mot *resiliency*, pour lequel je ne trouve pas en français de correspondant exact, car

[22] Glenn Richardson, "The metatheory of resilience and resiliency", *Journal of Clinical Psychology*, vol. 58-3, march 2002.
[23] S. Tisseron, *op. cit.*

il unit les idées d'élasticité, de ressort, de ressource et de bonne humeur » [24]. Issu d'une étymologie latine désignant la capacité de rebond, le terme caractérise aux USA dès la fin du XIXe siècle, l'élasticité, une capacité d'adaptation économique imposée par les crises du modèle capitaliste, qualité indissociable d'un impératif d'adaptation sociale face aux défaillances des systèmes libéraux, mue par des logiques supra-politiques.

La résilience est indissociable d'une valorisation voire d'une héroïsation du résilient et d'un déni des vulnérabilités dans une culture de la positivité dont Barbara Ehrenreich [25] a analysé la force, mais aussi les ravages aux USA : d'origine religieuse, liée au protestantisme compris comme une religion hyper-responsabilisante et individualiste, l'impératif de résilience impose à l'individu de se ressaisir de son destin avec optimisme, de le revendiquer avec sourire et fierté en refoulant tout sentiment négatif, quitte à lui imposer socialement de faire une bénédiction d'un licenciement ou d'un cancer. Derrière la résilience se trouve une version profane de culpabilité religieuse, mais aussi et surtout, un système économique, celui du capitalisme américain imputant la responsabilité du bonheur à l'individu et non aux structures et lui imposant de s'insérer par lui-même dans un marché du travail de plus en plus instable.

On retrouvera ces critiques chez la sociologue Eva Illouz, pour qui la notion de résilience est indissociable du management en régime néo-libéral. La résilience est alors l'autre nom de la flexibilité et de la résignation : « Il n'est donc pas étonnant que les organisations se montrent si intéressées par la notion de résilience : invulnérables, responsables et autonomes, capables de s'adapter sans difficulté aux changements, les salariés résilients correspondent au portrait-robot de l'employé idéal. La résilience permet ainsi de maintenir des hiérarchies implicites, de légitimer les idéologies dominantes et les exigences des employeurs » explique l'essayiste : la flexibilité du résilient est la contrepartie de son impuissance politique.

De fait, le mot de résilience s'oppose étymologiquement comme le rappelle Serge Tisseron à celui de résistance, comme la souplesse

---

[24] Paul Claudel, *Œuvres en prose*, Gallimard, coll. La Pléiade, Paris, 1965, p. 1205.
[25] Barbara Ehrenreich, *Smile Or Die: How Positive Thinking Fooled America and the World*, Granta Books, 2010.

à la solidité, la plasticité à la fermeté : la résilience, comprise comme une forme de compromis désarme, conteste même l'idée de combat idéologique et oppose à l'interrogation éthique le simple assentiment. Dans ce contexte, la résilience fait de l'Histoire une fatalité inexorable inaccessible à l'action, consacre une lecture uniquement économique de celle-ci, et, à un niveau individuel, présente la violence systémique subie comme un accident non imputable et sans remédiation sociale possible.

Derrière la résilience, en mauvaise part, se trouve une neutralisation du politique et un « impératif d'adaptation », qui, comme l'a montré non sans insistance Barbara Stiegler [26], renvoie à la manière dont le néo-libéralisme s'est nourri du darwinisme à partir de Walter Lippmann – de fait, la vulgarisation du terme de résilience dans les sciences de la vie n'est pas étrangère à un bagage conceptuel que l'on retrouve dans le darwinisme : l'idée d'une adaptation au stress des organismes vivants à travers le couple conceptuel « *stress-strain* », lui-même dérivé de l'usage premier de la notion de résilience en physique des solides [27]. En ce sens, la résilience serait une forme méliorative d'un darwinisme social sous-jacent, nourri par une idéologie du laissez-faire politique et du renoncement à l'action collective, dispensant de l'impératif de *care* et promouvant souterrainement de nouvelles formes de contrôle social.

D'où aussi les critiques de la notion formulées par Didier Fassin et Richard Rechtman [28] : si une sensibilité tragique aux vaincus où le traumatisme est venu donner un sens inédit à notre expérience du temps grâce à la légitimation du blessé, contrairement au traumatisme qui est mis au service d'une demande de justice, la résilience arrête le trauma, interdit sa politisation, va à l'encontre de toute demande de réparation. Foncièrement pragmatique, idéologiquement conservatrice, elle interdit de demander raison de la blessure et participe pleinement d'une idéologie dénonçant les victimes, qui ne font sens que comme vainqueurs ou au moins que

---

[26] Barbara Stiegler, *« Il faut s'adapter ». Sur un nouvel impératif politique*, éd. Gallimard, coll. NRF, 2019.

[27] Je renvoie au travail remarquable d'Amélie Nillus « Généalogie du concept de résilience », M1 Histoire de la philosophie, septembre 2018. En ligne.

[28] Didier Fassin et Richard Rechtman, *L'Empire du traumatisme, enquête sur la condition de victime*, éd. Flammarion, 2007.

comme « survivants »[29]. Contre la demande de réparation, les victimes de la colonisation ou des violences masculines sont invitées, dans un mauvais nietzschéisme, à faire part de force ou du moins de résilience.

De fait, les exemples de résilience proposés par un Boris Cyrulnik sont souvent ceux de souffrances individualisées dans des anecdotes particulières, sans transversalité, sans avant et sans après. Michael Fœssel[30] s'inquiète en des termes assez proches que la résilience devienne un obstacle à la transformation sociale. « Si la désolation n'appelle aucun retour au passé, elle suscite en revanche l'invention de discours inédits, de nouvelles pratiques ou d'attachements alternatifs qui prennent leur source dans la reconnaissance de ce que quelque chose a été perdu et manque. C'est justement cette reconnaissance que l'impératif de résilience occulte » : dans cette perspective, la résilience impose de forclore le trauma et en occulte les enjeux.

Les passionnants débats sur la résilience en art enregistrent directement ces tensions. Par définition, la résilience est un travail de l'individu sur lui-même, qui redonne sens à l'impératif de narration et instrumentalise potentiellement la culture comme atelier de réélaboration créative de soi. Boris Cyrulnik avançait que « le récit est l'instrument par lequel l'individu cherche à forcer son destin. C'est l'ambition de la résilience ! » : à sa suite, *feel good novels*, ateliers d'écriture et de bibliothérapie se sont définis comme des instruments de résilience – ainsi la bibliothérapeute Régine Detambel a mis en scène le rôle de la lecture comme forme de résilience « en temps de crise » à partir d'exemples de bibliothèques ambulantes, de cercles ou d'ateliers de lecture[31].

Si certains romanciers ont fait alors de la résilience leur nouveau gagne-pain, d'autres se sont souvent dégagés de toute instrumentalisation de la littérature – je citerai ce petit dialogue de l'écrivain avec son lecteur de Chloé Delaume qui résume bien la gêne des écrivains : « Je lui dis ce roman n'est pas un témoignage,

---

[29] Voir les travaux d'Alyson M. Cole, *The Cult of True Victimhood, Stanford. From the War on Welfare to the War on Terror*, Stanford University Press, 2006.
[30] Michael Fœssel, *Le Temps de la consolation*, éd. Seuil, 2015.
[31] Voir mon essai : Alexandre Gefen, *Réparer le monde, La littérature française face au XXIe siècle*, Corti, 2017.

une auto-analyse, c'est de la littérature. Elle : La littérature peut être une forme de résilience. Je me sens insultée ».

À cette méfiance tributaire d'une définition esthétique et intransitive de la littérature, s'est joint une critique des discours et des usages de la résilience, en dénudant les soubassements idéologiques. Pensons, pour ne donner que deux exemples, à cette formule d'une impitoyable ironie de François Bégaudeau dans un de ses derniers romans : « Parfois la résilience passe par une rupture, et le mieux-vivre par le mieux-licencier » ; ou à la manière dont Sandra Lucbert, analysant très récemment le procès de France Télécom accusée d'avoir mis en place des méthodes de management ayant conduit à la détresse morale de nombre de ses salariés, met en scène la parole de ses dirigeants, vantant « [l]a formidable résilience » de l'opérateur téléphonique face aux suicides de ses employés.

La nouvelle acception que le mot a prise avec la crise du Covid, celui de résilience collective, est en apparence aux antipodes d'une résilience dénudant l'individu et le laissant se débrouiller du malheur économique. Si l'idée d'une résilience des systèmes et de propriétés de résilience propres à certains modes d'organisation a émergé dans les années 1970 en écologie sous la plume de Crawford Stanley Holling et s'est petit à petit étendu à l'économie (l'« Initiative Résilience économique » de la Banque Européenne d'Investissement date de 2016), le concept de « résilience nationale » ayant émergé en France impose une critique spécifique.

Consacrée selon les mots de l'Élysée « à l'aide et au soutien aux populations ainsi qu'à l'appui aux services publics pour faire face à l'épidémie de Covid-19 en métropole et en Outre-mer, en particulier dans les domaines sanitaires, logistique et de la protection », l'opération « Résilience » de 2020 voit en fait la militarisation de cette notion clé de la psychologie positive contemporaine, que sa banalisation n'avait rendue insignifiante qu'en apparence. Loin d'être accidentelle, cette version guerrière de la résilience est conceptuellement prise en charge par le ministère de la Défense, dans une ambition extrêmement large de mobilisation préventive : « limiter la contribution des armées au renforcement de la résilience nationale à leur seule participation à la gestion de crise revient sans doute à se priver des autres ressources dont elles pourraient utilement faire bénéficier la

société » affirme la doctrine officielle, en invitant à un transfert d'expérience entre la culture militaire de défense et le monde civil [32].

Ce mouvement est d'ailleurs plus ancien : dès 2008, le Livre blanc de sécurité et de défense anticipe notre « état d'urgence sanitaire » actuel en suggérant d'organiser l'État en temps de paix « en prenant en compte les hypothèses de crise (brutale ou prolongée) », c'est-à-dire en « donnant une priorité accrue aux moyens de renseignement », en insistant sur la « coopération renforcée » entre l'État central et les collectivités territoriales et « le recours aux entreprises privées ».

Certes, comme le rappelle Eva Illouz, l'instrumentalisation militaire de la notion de résilience existe aux USA depuis la vulgarisation de la notion dans les années 2000 par le célèbre président de l'American Psychological Association et inventeur au tournant des années 2000 de la psychologie positive, Martin Seligman (proche de l'armée américaine au point d'avoir été accusé d'avoir conseillé la CIA dans la mise en place de ses méthodes d'interrogations à Guantanamo) : il s'agit de créer une « une armée indomptable » [33] en alignant l'organisation militaire sur les structures économiques.

> « Nous considérons que les hommes d'affaires peuvent tirer bénéfice de la résilience, particulièrement lors de périodes d'échec et de stagnation. […] nous aidons à créer des armées composées de personnes capables de s'appuyer sur leurs expériences les plus difficiles pour s'améliorer et améliorer leur efficacité. » [34]

Mais l'appel à la notion de résilience, concurremment à la vieille notion de souveraineté, pour déployer de nouvelles formes de contrôle social encadrées par l'armée et accompagnées d'un discours guerrier contre un « ennemi invisible », reste, je crois, une invention française inédite, qui relève d'une résurgence de vieux biopouvoirs. Les relents nationalistes de la notion de résilience, qui participe d'un régime d'historicité régressif déterminé par le préfixe « re » (réparer, recommencer, etc.), ne laissent d'inquiéter.

---

[32] Le Haut comité pour la résilience nationale et l'association « Résilience France » est une émanation du Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN).

[33] Cité par Eva Illouz dans *Happycratie*, Première Parallèle, 2018.

[34] Cité par Eva Illouz.

« Il faudra se souvenir en quoi les choix de politique économique de ces dernières décennies ont affaibli la capacité de résilience de notre pays » affirme ainsi Marine Le Pen le 17 avril 2020 : la mobilisation politique de la notion comme une forme nationaliste et viriliste de néo-souveraineté fait question, comme tout le vocabulaire de la déliaison, de la démondialisation ou de l'indépendance qui l'ont accompagnée.

En écologie même, qui sert pourtant de modèle, la notion est suspecte. Baptiste Morizot fait grand cas de la résilience naturelle comme expression des « puissances autonomes de régénération » et de « pleine vitalité », de « prodigalité native » de la nature. « Autopoïèse, morphogenèse, auto-développement, autorégulation, autoréparation, résilience » résume encore Alain Damasio. Mais si, en bonne part, dans son acception systémique, la résilience rappelle la force du vivant, elle ne doit pas dissimuler qu'une « éthique de la résilience » ne peut pas surestimer la résistance des écosystèmes face à l'impact des économies hypermondialisées et fonctionnant en flux tendu, en temps court, et s'exposant en fait à ce qui est le risque opposé de la résilience, l'écroulement. Ici encore, la notion est parasitée par ses résonnances néo-libérales, faisant craindre que « le discours de l'adaptation s'impose comme une réponse marchande à la crise écologique » et propose juste une « industrie de la responsabilité » pour reprendre des formules de Pierre Charbonnier, en évacuant les responsabilités sociétales et les besoins de protection.

Glissant d'un projet d'*empowerment* de l'individu à un principe d'autocontrôle, de la résilience à la guerre à l'idée d'une guerre comme forme de résilience, on voit à quel point la notion est politiquement problématique. Faut-il pour autant répudier la notion, la réduire à une forme insidieuse d'asservissement néolibéral, à l'acquiescement à un capitalisme mondialisé, mobile et créatif épuisant ses acteurs, à un discours pourvoyant un oubli des minorités, interdisant la critique des systèmes et des hiérarchies, désarmant l'action politique en tant qu'exigence de protection des plus faibles, et invisibilisant les « non-résilients » par le vocabulaire biologique de l'inadaptation ou celui, militaire, de la défaite ?

Comme le libéralisme en tant que principe, la force d'émancipation et d'autosaisie de l'individu qu'emporte l'idée de résilience reste peut-être à sauver : s'il n'est pas utilisé comme

régulation intériorisée de l'inhumanité sociale et une nouvelle forme de culpabilité, mais plutôt comme une responsabilité relationnelle, le mot peut orienter notre regard vers les faibles, les amochés et les minuscules, souligner la plasticité des situations et la variété des manières d'échapper aux déterminismes et à la répétition.

Bien compris, le mot peut nous orienter vers la créativité de l'art et de l'expérience. Ainsi, pour la philosophe Cynthia Fleury, s'inspirant de Canguilhem, la résilience permet de dépasser la haine du ressentiment, elle n'est pas seulement une réparation, elle correspond à une nouvelle norme de vie, elle est une « création », elle nous engouffre vers le sujet et son futur, elle est un signe d'espoir si l'on prend garde à ses conditions collectives de possibilité.

Concept protecteur par défaut à l'immense pouvoir suggestif (Boris Cyrulnik a vendu près de 2,5 millions d'exemplaires de ses 18 livres en faisant de la résilience un « anti-destin »), manière de nommer nos bricolages intérieurs plus ou moins illusoires, la résilience reste une bouée de sauvetage pour beaucoup, à défaut d'être toujours un vrai principe libérateur, nous laissant méditer cette belle formule du très regretté Gérard Genette dans un de ses derniers textes, en *Bardadrac* :

> « Résilience. On nous en bassine un peu ces temps-ci, mais le fait est qu'il vaut mieux être résilient que résilié. »

Alexandre Gefen
Critique littéraire, Directeur de recherche au CNRS - Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.

Il travaille sur la théorie littéraire, les littératures contemporaines et les Humanités numériques. Il est par ailleurs critique littéraire.
Fondateur de Fabula.org, Alexandre Gefen s'intéresse parallèlement aux champs des Humanités numériques, à travers des travaux portant sur le web scientifique, la philologie numérique et ses enjeux épistémologiques, les écritures en réseau et les cultures numériques.
Dernières parutions : *Vies imaginaires de la littérature française*, Paris, Gallimard, 2014 ; *Art et émotions*, Armand Colin, 2015 ; *Inventer une vie. La fabrique littéraire de l'individu*, Les Impressions Nouvelles, 2015. *Réparer le monde. La littérature française face au XXIe siècle*, Corti, 2017.

Article publié sur le site AOC, le 16 octobre 2020.

Serge Tisseron

« Résilience » ou la lutte pour la vie

Ces mots qui polluent la pensée

Août 2003

En juillet dernier s'est tenu à Vitoria (Espagne) le Ve congrès international d'histoire des concepts. Venus du monde entier, des universitaires y ont mis en garde contre les manipulations qui se dissimulent sous le langage : « Tous les pouvoirs, ont-ils rappelé, créent des mots pour nous obliger à penser comme eux. *» George Orwell nous avait déjà alertés contre le totalitarisme de toute « novlangue ». Comment alors ne pas s'interroger sur l'idéologie qui se camoufle sous le mot à la mode de « résilience » ?*

L'idée de quelque chose qui résiste aux pressions sans trop se déformer ou en pouvant retrouver sa forme, un peu comme un ressort, existe aux Etats-Unis depuis longtemps. Paul Claudel écrit d'ailleurs dans *L'Elasticité américaine* :

> « Il y a dans le tempérament américain une qualité que l'on traduit là-bas par le mot *resiliency*, pour lequel je ne trouve pas en français de correspondant exact, car il unit les idées d'élasticité, de ressort, de ressource et de bonne humeur. » [35]

Dans le champ de la psychologie, Fritz Redl a introduit le concept d' « *ego resilience* » en 1969 ; puis a été décrit le phénomène appelé « *invulnerable children* ». Enfin, au milieu des années 1980, plusieurs ouvrages consacrés à la « résilience » ont été publiés,

[35] Paul Claudel, *Œuvres en prose*, Gallimard, coll. La Pléiade, 1965, p. 1205.

analysant le destin réussi d'individus que leur enfance catastrophique semblait pourtant promettre à un sombre avenir [36].

Aux Etats-Unis, cependant, rien de comparable à l'extraordinaire engouement que connaît aujourd'hui la France pour ce concept. Pourquoi ? D'abord grâce à un génial tour de passe-passe… La résilience, qui est en Amérique une vertu sociale associée à la réussite, est devenue en France une forme de richesse intérieure… Il ne s'agit plus, comme dans la version américaine, d'orienter sa vie pour connaître le succès, mais de « chercher la merveille » [37] ou encore de « cultiver l'art de rebondir » [38]. Pourtant, sous cette séduisante parure, le produit reste le même.

L'opération « habits neufs » commence avec la métaphore de la perle dans l'huître : celle-ci réagit à l'introduction d'une impureté dans son organisme - par exemple, un grain de sable - par un travail qui aboutit à la fabrication de ce merveilleux bijou qu'est une perle. Nourri par une métaphore aussi précieuse, le mot devient commercial : chacun veut avoir sa perle ! C'est ainsi qu'un collègue, qui évoquait le décès de son père et la « forme éblouissante » de sa mère, s'entendit répondre par une dame : « Oui, c'est vrai, nous autres, les femmes, nous sommes plus "résilientes". » La résilience assimilée à l'adaptation sociale sentirait le soufre, mais comparée à un bijou longuement « sécrété » et poli par l'organisme, elle suscite chez chacun le désir de s'en parer !

Autre exemple. Un tract, distribué à l'entrée d'une université, appelle à une société plus juste et plus égalitaire. Il se termine par cette phrase : « Battons-nous pour une société nouvelle où tout le monde aurait sa chance (grâce à la résilience). »

Le concept, né de la psychologie sociale américaine, n'a aucune difficulté à y retourner : le but n'est plus d'apporter à chacun l'eau courante, des logements salubres, la démocratie et un travail digne, mais… la « résilience » ! A la limite, la pression sociale n'a plus d'importance : ceux qui sont « résilients » rebondiront, les autres

---

[36] Notamment Julius Segal, *Winning Life's toughest Battles. Roots of human Resilience*, Mac Grow Hill, New York, 1986 ; et James E. Anthony and Bertram J. Cohler, *The Invulnerable Child*, Guilford Press, New York, 1987.

[37] Selon l'expression de Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, Odile Jacob, 1999.

[38] Sous-titre de l'ouvrage de Rosette Poletti et Barbara Dobbs, *La Résilience*, éd. Jouvence, 2001.

pourront toujours avoir affaire au psychologue, au psychiatre ou à un « tuteur » éventuellement bénévole.

Le lecteur juge peut-être qu'il s'agit là d'usages caricaturaux et abusifs qui n'entament en rien la valeur du concept. Nous allons essayer de montrer le contraire.

Le mot « résilience » est d'abord ambigu, car il masque le caractère toujours extrêmement fragile des défenses développées pour faire face aux traumatismes. La résistance psychique s'apparente dans son évolution à la résistance physique face à un cancer connu. Le patient est aidé, traité au mieux, mais nul ne maîtrise ses rechutes possibles. Et c'est seulement lorsque le malade est mort que l'on peut dire, selon les cas, s'il a bien résisté ou non !

Dans le domaine de la résistance psychique aux traumatismes, tout peut toujours basculer de manière imprévisible, notamment sous l'effet d'une expérience existentielle comme le décès d'un proche, l'éloignement d'un être cher ou même un simple déménagement. La « résilience » est peut-être belle comme une perle, mais elle n'est jamais solide. Or le problème réside dans le fait qu'on a pourtant toujours tendance à la considérer comme un fait acquis, ou à acquérir.

Le second reproche qu'on peut faire à l'usage de ce mot est de masquer la grande variété des mécanismes de défense destinés à lutter contre les conséquences d'un traumatisme [39]. A un extrême, le traumatisme peut être évoqué répétitivement par des gestes symboliques, des images ou des mots, tandis qu'à l'autre extrême il peut être enfermé au fond de soi dans une sorte de « placard psychique » où on tente de l'oublier. Et dès que l'on prend en compte la vie sociale, tout se complique encore. Certains de ces mécanismes contribuent en effet à renforcer la capacité d'affirmer ses choix personnels, tandis que d'autres poussent à une adhésion inconditionnelle à son groupe.

Enfin, la troisième raison pour laquelle ce concept est discutable est qu'il recouvre des processus d'aménagement des traumatismes qui profitent à la fois à l'individu qui les pratique et à ses proches,

[39] Citons les formes de clivage – compliquées ou non de projection –, le refoulement et les diverses modalités de symbolisation de l'événement traumatique, que ce soit avec des comportements, des images ou des mots.

et d'autres par lesquels l'ancienne victime d'un traumatisme « rebondit » aux dépens de ceux qui l'entourent.

Cette confusion n'est pas un hasard. La « résilience » est inséparable de la conception d'un « Moi autonome » développée par la psychologie américaine, et qui n'est autre qu'une instance favorisant la réussite des « plus aptes ». La « résilience » est de ce point de vue un concept qui évoque plus la « lutte pour la vie » chère à Darwin que la distinction morale. Et c'est bien là que la confusion menace.

Car, derrière ce mot, le mythe de la Rédemption n'est pas loin, le « résilient » étant censé avoir dépassé la part sombre de ses souffrances pour n'en garder que la part glorieuse et lumineuse. On entend de plus en plus de gens parler de leur « résilience » comme si c'était une qualité à porter à leur crédit, voire quelque chose qui pourrait nourrir l'estime d'eux-mêmes. Mais, à les écouter, on se prendrait parfois volontiers à plaindre leur entourage…

J'ai connu quelqu'un qui avait grandi dans une famille où existait un secret grave. Il en avait d'abord beaucoup souffert, mais avait finalement réussi une promotion fort rapide. Il se disait fier d'être capable de dissimuler avec beaucoup d'habileté le fonctionnement réel de son entreprise aux syndicats, et d'arriver, pour cette raison, à manipuler efficacement ses « employés » – qui étaient symboliquement ses enfants. Cet homme, avec la découverte du mot résilience, avait appris à décrire son parcours d'une manière qui le gratifiait. Réchappé du camp des humiliés et des perdants, où il avait failli basculer, il ne s'était pas laissé « écraser » par ses traumatismes d'enfant, il avait sécrété sa perle. Soit. Mais nous sommes ici du côté de valeurs qui n'ont rien à voir avec la psychologie et tout avec l'adaptation sociale qui fait, aux Etats-Unis, de la réussite l'équivalent de la vertu.

Enfin, non seulement le « résilient » peut devenir une source de traumatismes graves pour les autres, y compris sa propre famille, mais il peut même parfois déployer une grande énergie destructrice. N'oublions pas que les kamikazes du 11 septembre 2001 ont dans l'ensemble été décrits comme de bons maris, de bons parents et éventuellement de bons éducateurs, malgré des parcours personnels pour la plupart difficiles. Bref, ils étaient exemplaires, jusqu'à leur acte suicidaire et meurtrier, d'une solide

résilience, comme l'était aussi David Hicks, celui qu'on a surnommé le « taliban australien » [40].

Si ces auteurs d'attentats-suicides s'étaient sortis de leur passé douloureux, c'était à un prix, celui de devenir des sortes de « monstres dormants », adaptés et généreux, jusqu'à ce que des circonstances exceptionnelles les révèlent, comme cela s'est d'ailleurs passé en Allemagne entre 1933 et 1945, ou en ex-Yougoslavie plus récemment.

Dans la pratique clinique, il n'est pas rare de rencontrer des patients dont l'organisation psychique correspond à ce schéma. Du point de vue de leur existence familiale et sociale, ils semblent avoir parfaitement surmonté leurs graves traumatismes d'enfance. Ils sont « polis, respectueux, sérieux et honnêtes » comme l'était David Hicks (*ibidem*). Pourtant, leur haine à l'égard de leurs parents ou de leurs éducateurs maltraitants reste intacte et ne demande qu'à être déplacée vers un ennemi que leur groupe leur désigne, permettant du même coup de mettre définitivement hors de cause ces parents ou ces éducateurs.

En pratique, pas plus qu'on ne peut savoir si une guérison apparente est stable ou pas, on ne peut déterminer à quoi correspond un altruisme apparent chez une personne qui a vécu un traumatisme. Il peut en effet résulter d'un dépassement réussi de celui-ci, mais aussi de la mise en sommeil d'une haine inextinguible pouvant conduire, plus tard, à réaliser un acte de violence inexplicable comme moyen de rendre vie à cette partie de soi à laquelle on n'a jamais voulu renoncer.

C'est pourquoi les différents psychanalystes qui se sont intéressés à la résistance aux traumatismes [41] ont renoncé à l'idée de ranger sous un même vocable des phénomènes qui résultent autant de l'environnement que des possibilités psychiques propres à chacun, et qui peuvent contribuer à des personnalités aussi différentes que Staline ou Mère Teresa.

Leur prudence semble avoir été fondée, surtout si l'on en juge par l'usage courant qui est fait maintenant du mot « résilience ». Il

---

[40] *Le Monde*, 29 décembre 2001.

[41] Que ce soit Sandor Ferenczi avec la dynamique du clivage, Anna Freud avec l'étude des mécanismes de défense ou encore Winnicott avec la crainte de l'effondrement comme signe d'une catastrophe psychique qui a déjà eu lieu dans le passé du sujet.

paraît correspondre à celui de ces mécanismes qui est à la fois le plus problématique et le plus trompeur, à savoir un clivage soutenu par un lien social capable d'ensommeiller, pour un temps indéterminé, le monstre tapi au creux de personnalités meurtries…

Serge Tisseron.

Psychanalyste et psychiatre, auteur de *L'Intimité surexposée*, Hachette, Paris, 2002, et de *Bienfaits des images*, Odile Jacob, Paris, 2002. Cet article reprend des considérations développées dans *Petites mythologies d'aujourd'hui,* Aubier, Paris, 2000.

Article publié dans le mensuel
Le Monde diplomatique, août 2003.
<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/08/TISSERON/10348>

Table des articles

Evelyne Pieiller
Résilience partout, résistance nulle part
Le Monde diplomatique, mai 2021 3

Thierry Ribault
La résilience selon Macron
Reporterre, avril 2022 10

Thierry Ribault
En réponse aux résiliothérapeutes
Socialter n°47, août-septembre 2021 15

Thierry Ribault
La résilience est la nouvelle religion d'État
Sciences Critiques, 14 juillet 2021 20

Thierry Ribault
La résilience tue le temps
Socialter Hors-série n°10, juin-août 2021 28

Thierry Ribault
La résilience des territoires est une funeste chimère
La Gazette des communes, 28 juin 2021 36

Thierry Ribault
La résilience ou comment fabriquer du consentement
Marianne, 16 mai 2021 40

Thierry Ribault
La résilience entend nous préparer au pire
Le Monde, 22 mars 2021 45

Thierry Ribault
Il y a une injonction à être des contaminés satisfaits
Bastamag, 12 mars 2021 51

Laura Raim
Contre la résilience
Regards, 2 avril 2020 58

Alexandre Gefen
Résilience, vous avez dit résilience ?
AOC, 16 octobre 2020 63

Serge Tisseron
« Résilience » ou la lutte pour la vie
Le Monde diplomatique, août 2003 73

Texte disponible sur le blog :
Et vous n'avez encore rien vu…
Critique de la science et du scientisme ordinaire
<http://sniadecki.wordpress.com/>